

## ANNEXE 2

Plan de situation au 1/25 000

# Plan de situation au 1/25 000

Source : Géoportail (fond de carte IGN)



## ANNEXE 3

Photographies de la zone d'implantation



## Photographie vues proches (PC 07.1 / 07.2 et 07.4)

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



Vue PC07.1



Vue PC07.2



Vue PC07.4



## Photographies vues proches (PC O7.3)

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



## Photographies vues lointaines PC 08.1 et 08.3

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



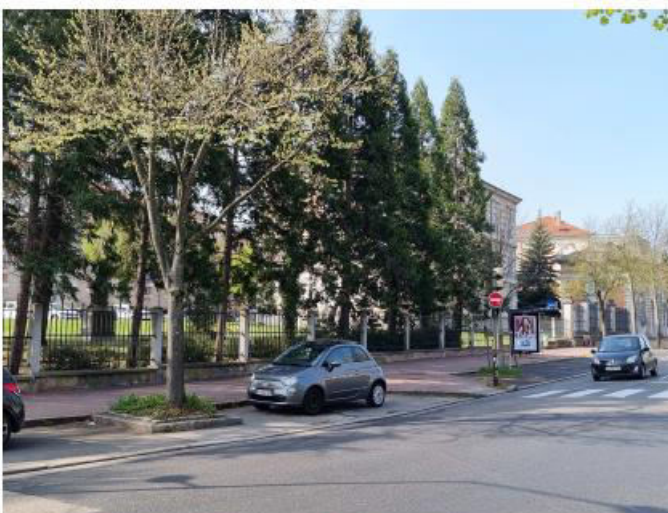
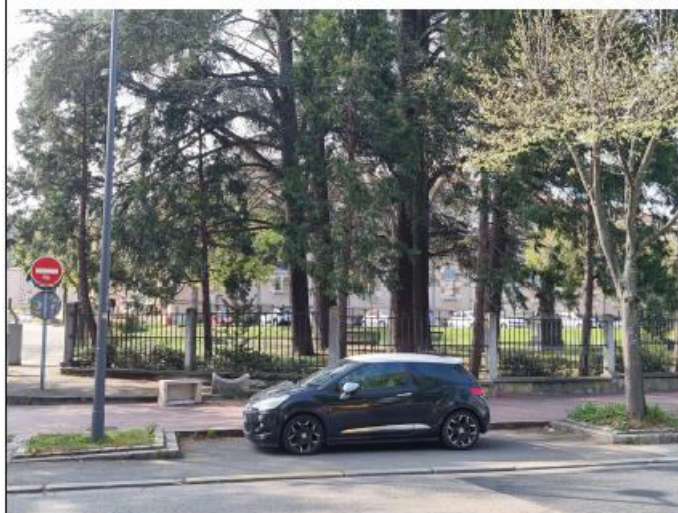
Vue PC08.1



Vue PC08.3

## Photographies vues lointaines PC 08.2

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



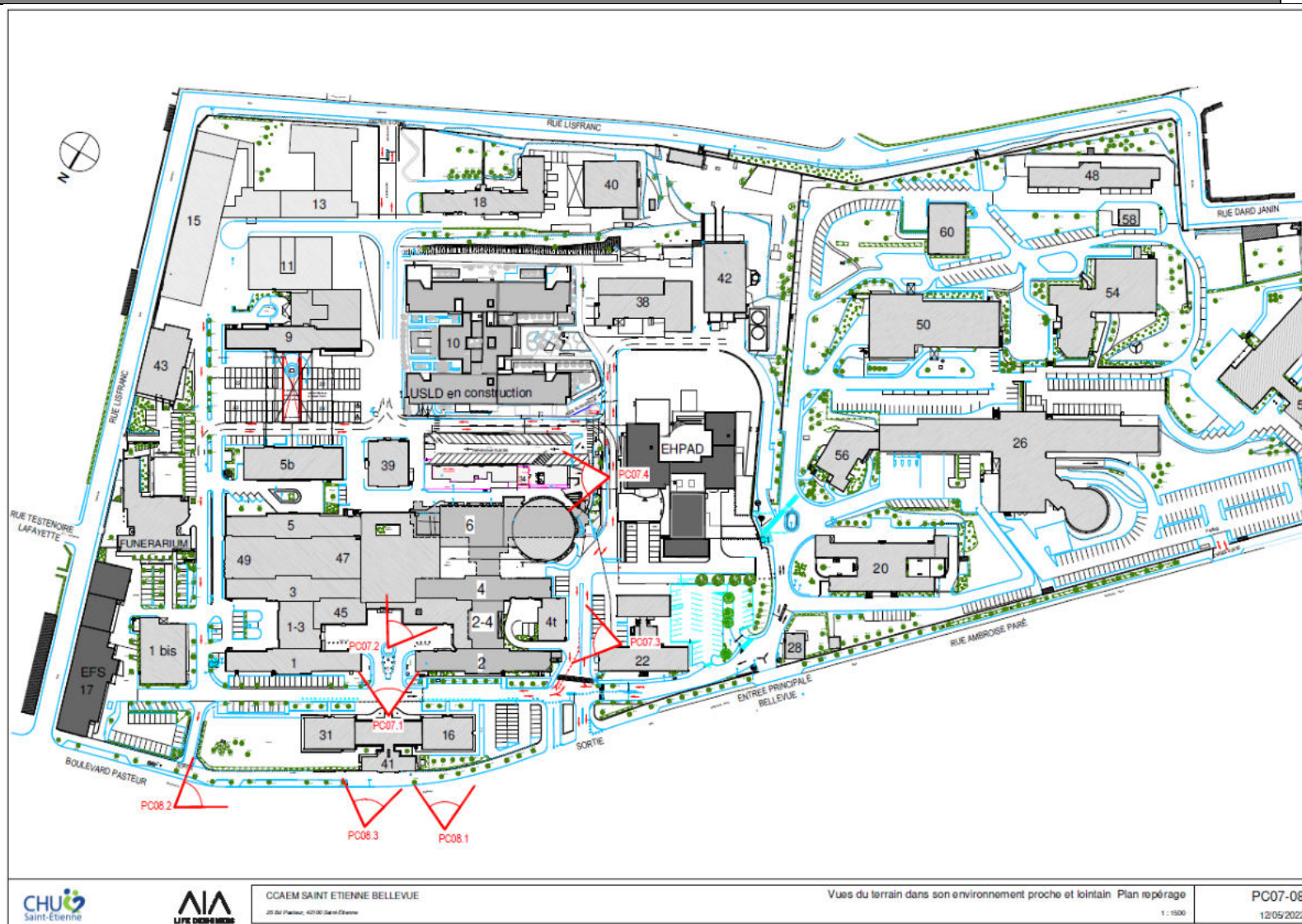
Vue PC08.2





# Plan de repérage des différents angles de vues des photographies du terrain actuel

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



## Projection vue « entrée » si mise en œuvre du projet

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)





## Projection vue « galerie » si mise en œuvre du projet

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



CHU  
Saint-Etienne

AIA  
LIFE DESIGN

CCAEM SAINT ETIENNE BELLEVUE  
25 Bd Pasteur, 42100 Saint-Etienne

Insertion - Vue galerie

PC6d  
12/05/2022



## Projection vue « jardin 1 » si mise en œuvre du projet

Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



## Projection vue « jardin 2 » si mise en œuvre du projet

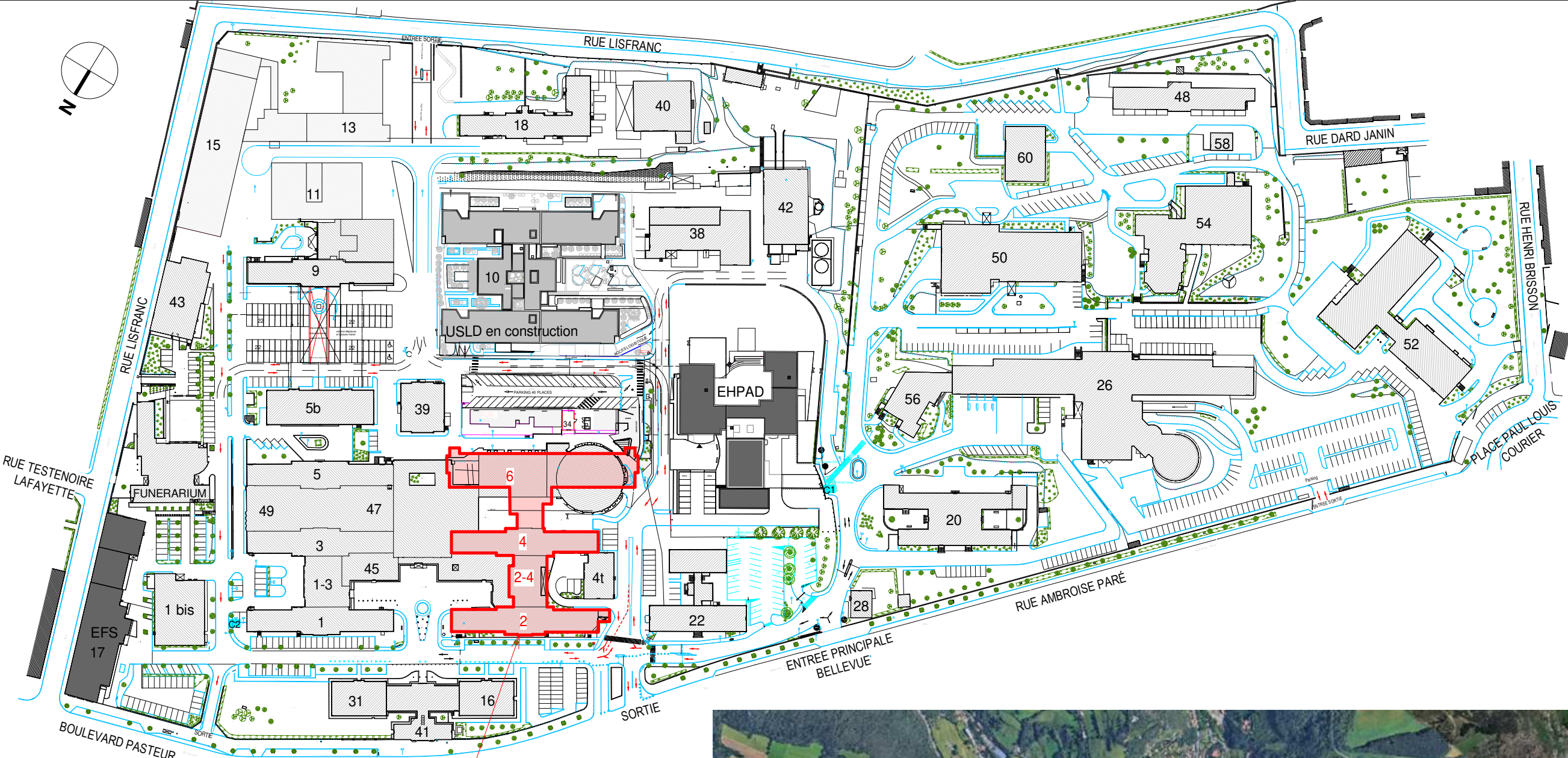
Source : Permis de Construire (CHU Saint-Etienne)



## ANNEXE 4

### Plan du projet





Échelle 1 : 2 000

PROJET  
CCAEM ST ETIENNE  
BELLEVUE

Échelle 1 : 20 000



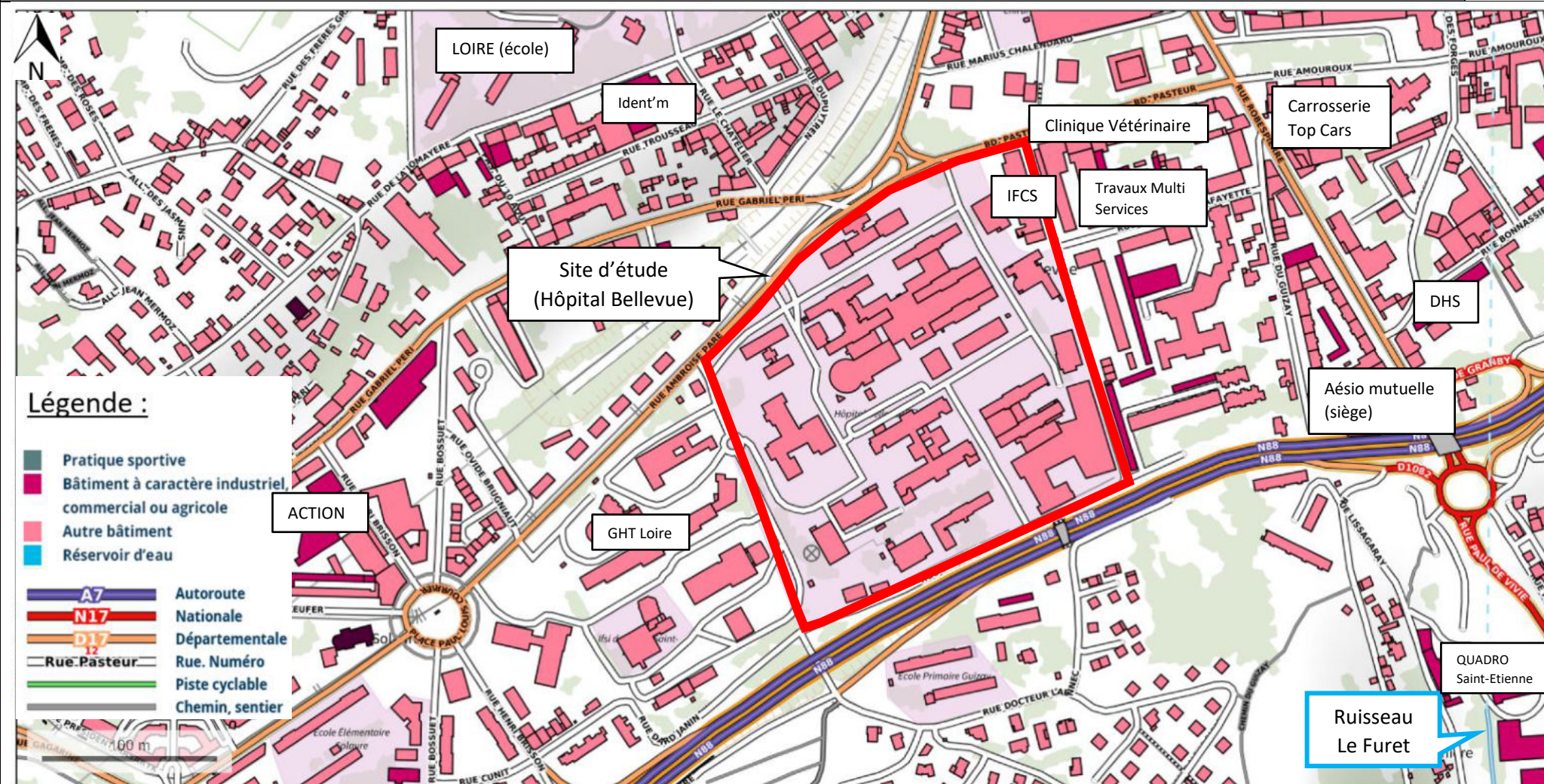


## ANNEXE 5

### Plan des abords du projet

## Plan des abords du projet (1/4 000)

Source : Géoportail (fond de carte : IGN)

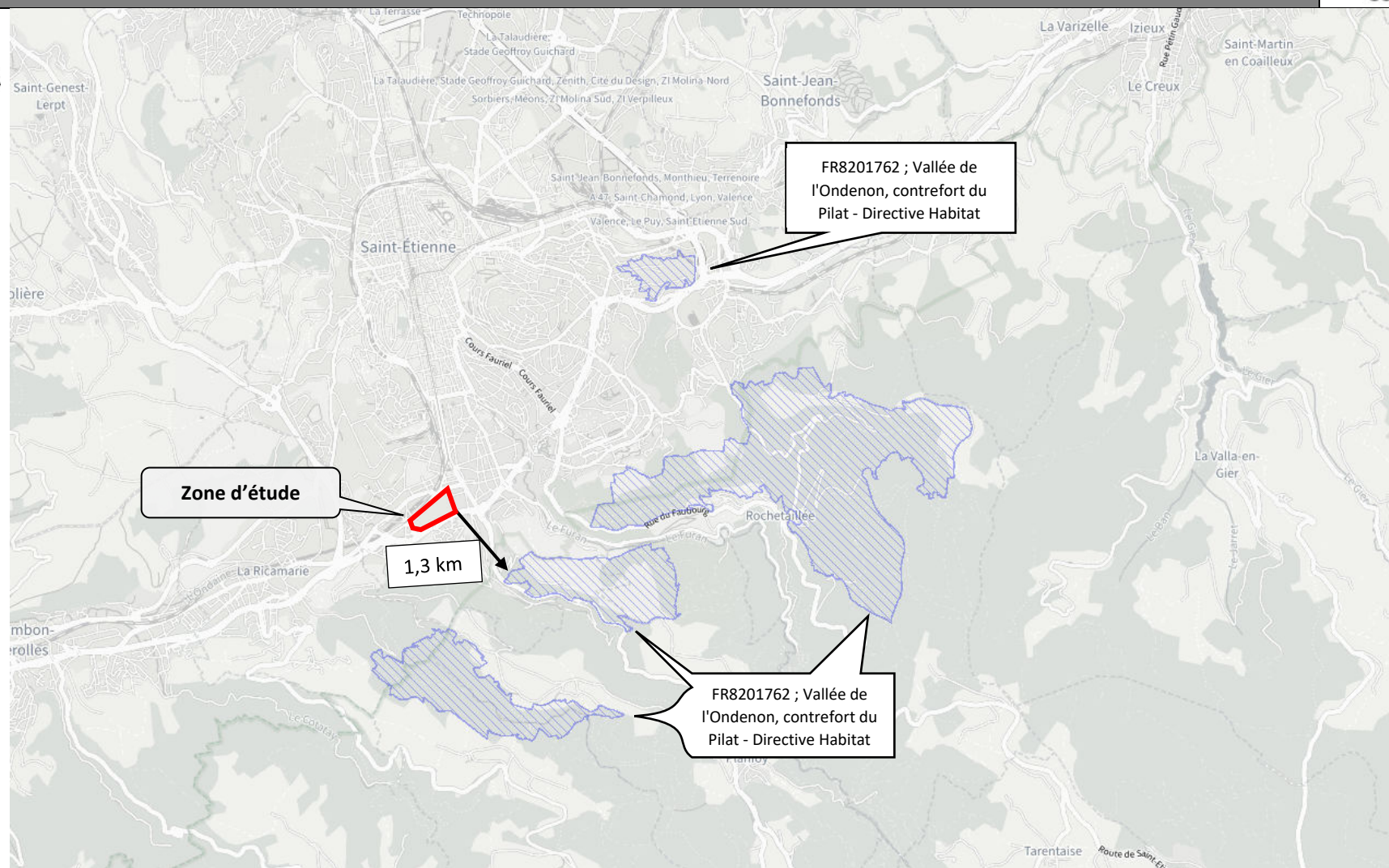




## ANNEXE 6

Sites Natura 2000 à proximité du projet

Source : Natura 2000 Network viewer (European Environment Agency)



ANNEXE 7

NOTICE CHANTIER



## **CCAEM – TRANSFERT DES ACTIVITES DE GERIATRIE SUR LE SITE DE BELLEVUE**

**PEC 10 NOTICE CHANTIER**

**OFFRE GROUPEMENT RENDU 2 – 30 07 2021**





# SOMMAIRE

<b>1. NOTICE CHANTIER .....</b>	<b>5</b>
1.1. Modalités générales d'Intervention.....	7
1.2. Installation de chantier .....	11
1.3. Curage .....	15
1.4. Désamiantage .....	16
1.5. Principe de déconstruction des pavillons 6 et 47.....	17
1.6. Principes constructifs .....	18
<b>2.ENVIRONNEMENT – Réemploi-Recyclage-Réutilisation in situ .....</b>	<b>21</b>
2.1. Politique Energétique et Environnementale .....	23
2.2. Gestion des nuisances .....	23
2.3. Réemploi / Réutilisation des éléments de déconstruction .....	26
2.4. Matériaux durables et éco-conçus.....	28
<b>3.CONTRÔLE – RECEPTION – PARFAIT ACHEVEMENT .....</b>	<b>29</b>
3.1. Contrôle des dispositifs Q.S.E (Qualité-Sécurité-Environnement).....	31
3.2. Contrôles Qualité des ouvrages exécutés.....	31
3.3. Réception et parfait achèvement.....	32





# 1. NOTICE CHANTIER

---



## 1.1. Modalités générales d'Intervention

### ▪ Sécurité du Chantier

#### ⇒ **Politique « Qualité – Hygiène – Sécurité »**

Notre politique qualité est fondée sur notre volonté d'offrir un haut niveau de satisfaction à notre clientèle, quel que soit son projet. Notre engagement s'appuie sur notre certification ISO 9001 (Version 2015) et MASE/UIC (Version 2009).

Nos exigences « Qualité » vous assurent la mise en place de l'ensemble des mesures nécessaires en matière d'Hygiène et de Sécurité pour protéger la santé physique et mentale de nos salariés, y compris le personnel d'appoint :

- ✓ Éviter les risques [*Document Unique et Plan d'Actions*]
- ✓ Évaluer les risques qui ne peuvent être évités [*Document Unique et Plan d'Actions*]
- ✓ Combattre les risques à la source [*Document Unique et Plan d'Actions*]
- ✓ Adapter le travail à l'homme [*Plan d'Actions*]
- ✓ Tenir compte de l'évolution de la technique et de la réglementation [*Veille Réglementaire*]
- ✓ Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins [*Plan d'Actions*]
- ✓ Planifier la prévention pour l'ensemble des risques [*Document Unique et Plan d'Actions*]
- ✓ Prendre des mesures de protections collectives pour la sécurité en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles [*Document Unique et Plan d'Actions*]
- ✓ Donner les instructions appropriées aux travailleurs [*Engagement de la Direction*]

#### ⇒ **Organisation du chantier en matière de sécurité**

##### **Formation sécurité :**

• **Organisation de « 1/4heures Sécurité »** : animé par le chef de chantier, planifié ou pas, sa durée n'excède pas 15 minutes. Le thème est à l'appréciation du chef selon les éléments récents se produisant sur le site ou défini selon une base préétablie par le service QSE.

• **Réalisation de « Causerie Sécurité »** : animée par le responsable QSE avec le soutien du Conducteur de Travaux de l'opération. Le contenu est parfaitement ciblé, des modes opératoires peuvent être présentés selon la nature de l'ouvrage. Sa durée est variable selon les thèmes abordés.

##### **Signalétique de chantier :**

Dans le cadre de notre démarche « sécurité » in errante à notre système Q.S.E., nous apportons un soin tout particulier à la signalétique extérieur et intérieur du chantier.

**A l'extérieur du chantier** : suivant le contexte des travaux, mise en place à l'extérieur du chantier, d'une signalisation clairement identifiable du contexte chantier et des sorties de camions, vis-à-vis des tiers (piétons et automobilistes).



Aux abords du chantier : à la demande de la Maîtrise d'Ouvrage, nous pouvons aménager si la situation l'exige, des couloirs de marches sécurisés et balisés pour assurer la sécurité des piétons sur le domaine public (après



obtention de la part des services locaux concernés tous les arrêtés de voiries correspondants qui pourraient s'imposer).



**A l'intérieur du chantier :** nous prévoyons systématiquement la mise en place à l'intérieur du chantier d'une signalétique claire, permettant d'identifier facilement par chacun, l'organisation des circulations (cheminements piétons / zones de circulation des engins / camions), la reconnaissance distincte des différentes zones de travail.

Balises et définition claire des zones de stationnement / livraisons / stockages du matériel et matériaux.

Identification claire des bennes mises en place dans le cadre du maintien de la propreté, du non engorgement des zones de circulations et du tri sélectif des déchets de chantier.



**Affichages réglementaires :** les bureaux de chantier et cantonnements disposent de l'ensemble du matériel, documents et affichages réglementaires relatifs aux consignes de sécurité et organisation des secours.

- Copies des **PPSPS** établis par toutes les entreprises avant intervention sur site et validés par le coordinateur SPS.

- Mise à disposition d'un **Manuel de Sécurité** rappelant les consignes à respecter en cas d'accident.
- Mise en place d'un **Cahier de Vie** sur lequel seront mentionnées les informations quotidiennes du chantier.

### Equipements de protections :

**Collectifs :** mise en place systématique et contrôle régulier des protections collectives : gardes corps de sécurité provisoires en rive de dalles, toiture et toutes ouvertures des bâtiments, comprenant des potelets métalliques à pinces GEMABLOC de chez BATIROC, des plinthes basses de 15cm de hauteur et lisses GEMALISSE TUBERS de chez BATIROC, passerelles de sécurité réglementaires, échafaudages réglementaires (fixes, sur console), plateformes de travail en encorbellement et filets de sécurité normés.



Chaque équipe dispose d'au moins un Sauveteur Secouriste du Travail, d'une trousse de premiers secours et d'un téléphone portable en cas d'appel d'urgence.

Tous les cantonnements et les véhicules d'interventions, sont également équipés d'extincteurs dûment contrôlés par un organisme agréé.

En cas de fuite d'hydrocarbure accidentelle, les cantonnements disposeront de kit de dépollution.

**Individuels (EPI) :** nous sommes particulièrement vigilants sur la stricte application du port « OBLIGATOIRE » des EPI, dont des tenues permettant d'identifier clairement les entreprises intervenantes.

Nous nous engageons à mettre à disposition de l'ensemble de notre personnel et des visiteurs, et cela sans aucune restriction, tous les

équipements de protections individuelles indispensables à la sécurité sur les chantiers : tenues à bandes réfléchissantes, gants, chaussures, bottes, casques de protection, lunettes, casques antibruit, masques à poussière, harnais...



### Tenue du chantier – méthode des « 5 S » :

Nous sommes convaincus qu'un chantier sur lequel tout est mis en œuvre pour maintenir la propreté des zones de travail et le non engorgement des zones de circulations piétonnes/engins et véhicules, est un chantier sur lequel sont considérablement réduits les risques d'accidents.

Pour cela, les intervenants du chantier sont formés à la « *Méthodologie des 5S* » :

1. **Seiri** (Débarrasser) : trier et jeter les objets inutiles
2. **Seiton** (Ranger) : faire une place pour chaque chose / Mettre chaque chose à sa place
3. **Seiso** (Nettoyer) : pour faciliter le contrôle visuel / supprimer l'anomalie à la source
4. **Seiketsu** : Maintenir la propreté en normalisant les acquis
5. **Shitsuke** (Etre Rigoureux) : Faire vivre le système des 5S (discipline) / encourager les autres à faire de même



Mesure de Prévention : rangement rigoureux des banches, mannequins, accessoires ...

### ■ Inspection commune

Les PPSPS seront rédigés après réalisation de l'inspection commune du chantier et transmis aux différents organismes concernés : OPPBTP, CRAM, Médecine du Travail, CSPS du chantier.

Ce document obligatoire, décrivant notre mode opératoire, vous assure de notre parfaite connaissance des règles de sécurité sur les chantiers ainsi que la prise en compte des spécificités du site.

Les modes opératoires spécifiques, mis en place en cours d'intervention, donnera lieu à la transmission d'avenants au PPSPS, dans les mêmes conditions précédemment décrites.

Chaque sous-traitant sera soumis aux mêmes obligations d'inspection commune du chantier et transmission de leurs PPSPS

## ▪ Gestion de la Coactivité

Nous avons parfaitement identifié que notre intervention aurait lieu en site hospitalier en activité.

Vous trouverez ci-après les dispositions prises par notre groupement afin de pallier à ces contraintes :

- Un planning d'exécution afin d'anticiper des contraintes périodiques.
- Un PIC qui tient compte des contraintes liées à cette coactivité.
- Délimitation des zones d'interventions et zones de stockages, de gestions de déchets, ... par la mise en place de barrières pleines ou grillagées sur plots.
- Mise en place d'une signalétique permettant d'identifier clairement les zones d'accès piétons, les zones de circulation des véhicules et engins, les zones de stationnement et de déchargement, les zones de mise en place des moyens de levage, les périmètres d'interventions, la base vie...
- Contrôle des accès : vérification des « entrées » ET « sorties » du personnel autorisé (encadrement, ouvriers, sous-traitants, ...) ainsi que des véhicules de livraisons. Ce contrôle sera réalisé à partir d'un registre journalier, permettant d'identifier nominativement chaque personne prévue sur le chantier, ainsi que les livraisons programmées. L'émargement obligatoire de ce registre, permettra d'assurer le recensement quotidien des effectifs, à l'ouverture et à la fermeture du chantier.
- Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, nous accorderons une importance toute particulière à la vérification des Cartes d'identités Professionnelles du BTP, dont le port a été rendue obligatoire par le Décret du 23 février 2016.
- Réalisation d'un plan de repérage des réseaux maintenus en activité et balisage sur le chantier

## ▪ Mesures sanitaires liées au COVID 19

Nous vous assurons que notre groupement a bien pris en compte toutes les mesures de prévention liées à l'épidémie de COVID-19, protégeant nos collaborateurs, respectant les directives sanitaires générales et les préconisations décidées par les autorités, et édités dans les guides (OPPBTP), en vigueur à la date de la remise de notre offre.

Ces mesures pourront évoluer en fonction de l'état de la crise à la date de démarrage du chantier.

Préalablement à l'analyse des risques propre à nos entreprises, il conviendra de définir et valider, en lien avec la MOA et le coordonnateur SPS, une organisation générale d'intervention sur le chantier et des mesures de précautions telles que :

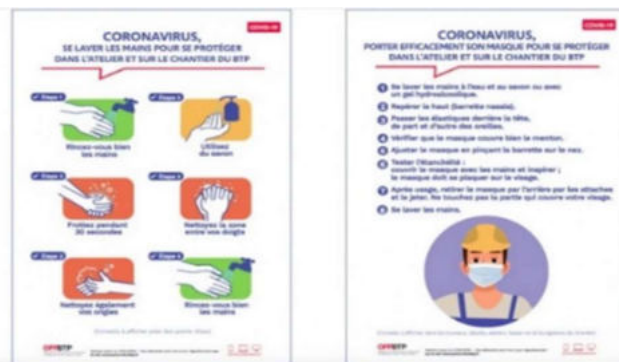
- Définir un représentant COVID ;
- Diffusion et communication sur les préconisations mises à jour à la date de démarrage du chantier ;
- Diffusion d'une Fiche d'Accueil spéciale COVID-19 (Intégrant une déclaration sur l'honneur)
- Eviter le croisement des flux entre les entreprises intervenantes lors des démarrages de chantier, temps de pose, repas de midi et des fermetures du chantier :
  - ⇒ Un planning sera élaboré pour permettre un décalage des horaires d'arrivée de chaque entreprise, des repas, de départ ;
- Mise à disposition de matériel de protection nécessaire : gants, lunettes, gel-hydro-alcoolique individuel, masques de type chirurgicaux ;
- Mettre en place des interventions de nettoyage et de désinfection régulières (à chaque passage dans les bungalows de la base vie)
- Respecter les distances de sécurité et gestes barrières (distanciation réglementaire et port du masque) ;
- Eviter la Co-activité afin d'éviter la diffusion du virus.

Ces mesures devront être arbitrées et notifiées. Des affiches de sécurité seront mis en place dans les zones communes types réfectoire, vestiaires, ...

Il conviendra de définir et valider, en lien avec la MOA et le coordonnateur SPS, une organisation générale de la fréquence de nettoyage du chantier, des bases vies et cantonnements dans le cadre des préconisations COVID-19.

Suivant les préconisations décidées par les autorités, et édités dans les guides (OPPBTP), en vigueur à la date de la remise de notre offre, nous prévoyons :

- Le nettoyage régulier, deux fois par jour (et au minimum une fois par jour de préférence en milieu de journée), des surfaces de contact les plus usuelles au moyen de produit désinfectant ménager courant (poignées de portes, tables, comptoirs, postes de travail, claviers, téléphones...).
- Le nettoyage entre chaque tour de repas, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs...
- Le nettoyage quotidien de toutes les installations communes selon le protocole de nettoyage habituel. Les travaux de nettoyage comprennent : sol, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles : portes et poignées, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes (y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées si possible 2 fois par jour, et au minimum une fois par jour de préférence en milieu de journée.



## 1.2. Installation de chantier

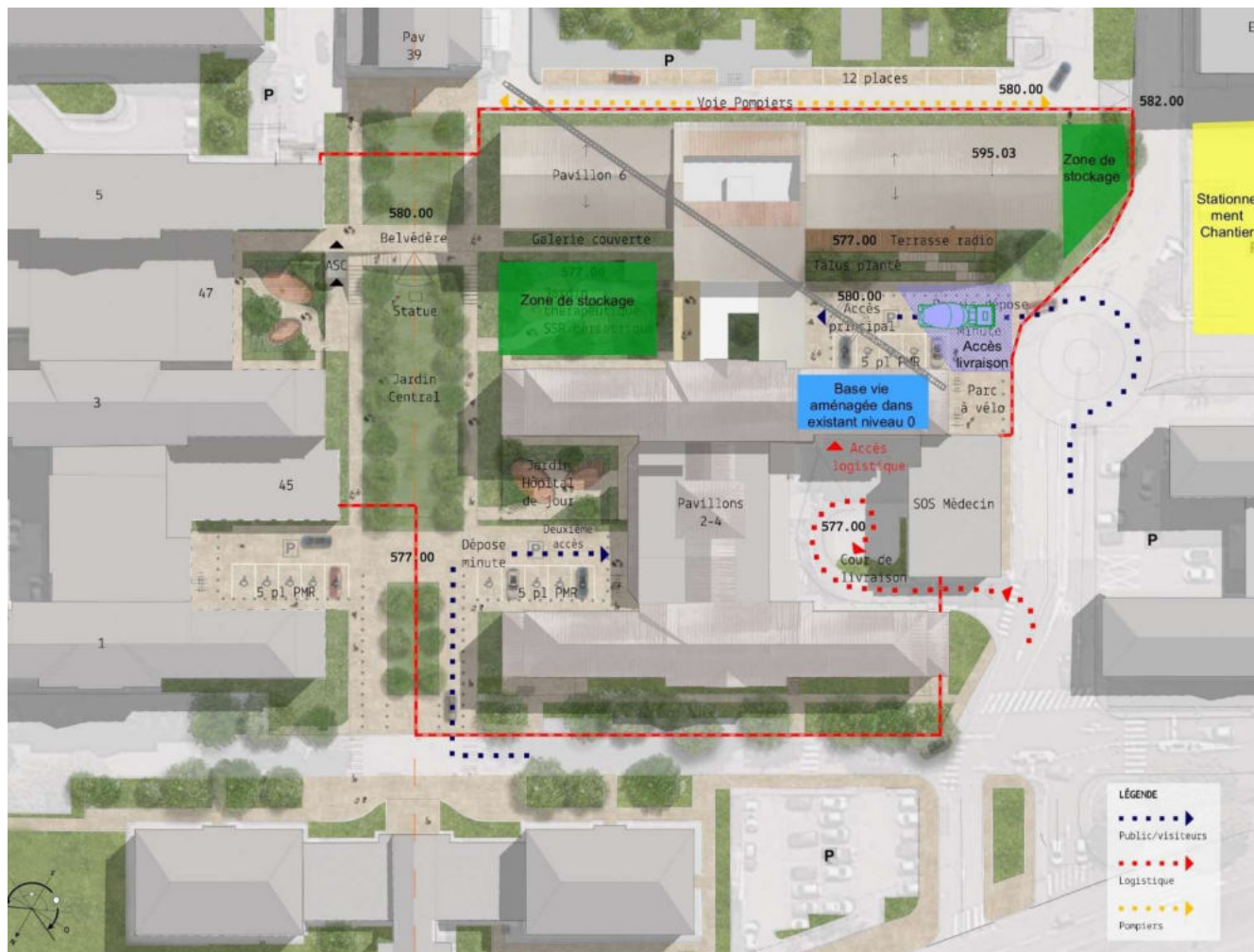
Nous vous présentons ci-après, un Plan d'Installation de Chantier général, provisoire (PIC) que nous soumettons à votre approbation.

Il sera ajusté en phase préparatoire du chantier, afin de tenir compte de l'ensemble des remarques et contraintes liées au site hospitalier restant en activité pendant toute la durée du chantier.

Habitué à travailler en site sensible occupé, tout sera mis en place pour palier à la coactivité avec les usagers.

**Ce PIC** est établi en accord avec les pièces du DCE, l'état contradictoire des lieux effectué par notre groupement au cours de nos différentes visites sur site, et des contraintes de notre projet.





## Légende

### Installation de chantier

- Cantonnement
- Zone de stationnement
- Aire de stockage
- Aire de déchargement
- Clôtures de chantier

### Moyen de levage

- Grue à tour POTAIN MDT 319 / Flèche 60.00m

Les dispositifs décrits ci-après, en accord avec l'ensemble de notre projet, tiennent compte des contraintes d'accès, gestion des circulations, des approvisionnements et mise en œuvre des installations de chantier sur le site pendant toute la durée du chantier.

#### ▪ Clôture de chantier :

Barrières, portail et portillon assurés par les définitions des limites, avec mise en place de clôture PLEINES et GRILLAGES type HERAS (suivant localisation, en fonction des demandes et modifications spécifiques du Coordonnateur Sécurité), compris entretien, déplacements suivant phasage et repliement.



#### ▪ Moyens de levage :

Mise en place d'une grue POTAIN MDT 319 avec flèche de 60 ml permettant la desserte des livraisons et manutention des banches et autres matériels. L'usage de cette grue par les autres lots donnera lieu à la signature d'un « Contrat de prêt de grue » signé par les entreprises concernées.



Utilisation d'un **Chariot élévateur MANITOU MANISCOPIC MRT 2150 à rotation totale 4T – 21m** (nacelle/treuil de 4 ml) pour une manutention des ouvrages permettant une exécution en postes simultanés.



Lave-roues et recyclage des eaux de lavage et de laitance grâce à l'utilisation de la station de lavage BETONET avec bac de décantation.



L'ensemble des installations d'assainissement de chantier (EP/ EU / EV, etc.)  
L'alimentation et branchements en eau potable de chantier (Compris raccordements réseaux)  
Installations électriques de chantier (Compris raccordements réseaux)



Plateforme de stockage des matériaux et matériels dans la zone prévue à cet effet, permettant les approvisionnements et évacuations, compris stationnements provisoires de chargements /déchargements. Bac palette de rétention fermé pour le stockage des huiles et cuve double peau pour le stockage des hydrocarbures de chantier.



Plateforme de gestion des déchets avec mise en place de bennes sélectives, avec identification claire des différents types de déchets. (Nettoyage systématique du chantier et des voies d'accès).



#### ▪ Bureaux et cantonnements :

Aménagement sur site au niveau 0 du Pavillon 2-4 des bureaux de chantier, salle de réunion et base vie compris sanitaires réglementaires et équipements des cantonnements : aménagés et équipés suivant les prescriptions du DCE. (Tables, chaises, casiers, téléphones, fax, armoires, réfectoire, micro-onde, frigidaire, ...)



#### ▪ Balisage de chantier et affichages réglementaires :

Mise en place du panneau de chantier, consignes de sécurité, interdictions d'accès au chantier, cheminement piétons (bonhomme pancarte + Tapis antidérapant, passerelles d'accès aux zones de travail...), circulation des véhicules, zones de chantier sécurisés... facilement identifiable par tous.

#### ▪ Balisage des zones de travail : (hors balisage spécifique Amiante)

Zones délimitées à l'intérieur desquelles les personnes non désignées ne peuvent pénétrer (Filets, bandes de sécurité, barrières HÉRAS...).



#### ▪ Nettoyage de chantier

Nous nous engageons à procéder au ramassage et à l'évacuation journalière des déchets qui seront stockés dans les bennes sélectives mises en place à cet effet.

Nous disposons par ailleurs, pour le nettoyage des voiries d'un engin type bobcat équipé d'une balayeuse. Nous faisons aussi intervenir régulièrement des balayeuses de voiries spécialisées quand cela est nécessaire.

La proximité de notre entreprise avec le site d'intervention est un gage de réactivité pour votre chantier.

### 1.3. Curage

Les chantiers de déconstruction, de construction et de réhabilitation seront réalisés en parallèle avec la poursuite des activités hospitalières. Une démarche de chantier à faibles nuisances (explicité ci-après) sera mise en place de manière à garantir l'activité sans gêne et maîtriser l'impact du chantier sur son environnement.

Les encombrants, matériaux d'isolation, sanitaires, calorifugeages, produits textiles, emballages, cartons d'archives, mobiliers et divers DIB seront évacués vers un site de classe II avant le démarrage des travaux. Ces opérations permettent ainsi d'éviter le mélange des matériaux inertes avec les matériaux évolutifs.

Les DIS seront collectés et évacués en filières autorisées. Ils seront stockés et abrités des intempéries afin d'éviter toute dispersion.



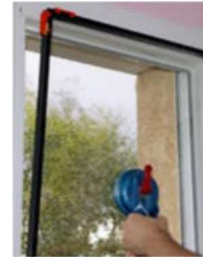
La déconstruction sera menée suivant les grandes familles de déchets (voir gestion des déchets) car ils seront dirigés dans les mêmes bennes et les mêmes filières de valorisation ou de stockage.

L'ordre de dépose permettra ainsi d'optimiser cette opération, c'est-à-dire :

- Dépose des menuiseries (pavillon 6 et 47) :

En ce qui concerne les portes et les fenêtres, les équipements seront déposés puis triés en fonction de leur nature : bois, PVC ou métalliques (alu) seront séparés pour une meilleure valorisation.

Démolition de tous les vitrages en façade à l'aide de « ventouses » afin d'éviter tout risque de coupures par bris de verre.



- Réseaux :

Les câbles électriques divers fixés sur les bâtiments ainsi que les différents conducteurs seront déposés et triés par l'entreprise.

Les plus gros réseaux pourront être déposés lors de la phase mécanique

- Cloisons légères :

Les cloisons brique sont considérées comme inertes et seront démolies lors de l'abattage mécanique.

L'ensemble des bordereaux de suivi seront mis à disposition et communiqué au maître d'ouvrage.

Concernant le curage dans les étages, notamment sur le bâtiment 2-4 où les matériaux générés par les curages seront descendus et évacués au fur et à mesure afin de ne pas générer de surcharge sur les planchers conservés



Déconstructions intérieures par Robots BROKK de démolition électrique télécommandé équipé de cisailles, brises roche et godet.



Etalement et/ou protection systématique des structures et ouvrages existants conservés.



#### 1.4. Désamiantage

L'accès de chantier et de la zone de désamiantage sera fermée à clé afin d'éviter tout risque d'intrusion. Un balisage spécifique sera mis en place délimitant les zones de confinement, zone de stockage des déchets, zone de démolition...)

Pour ce volet, le principe privilégié de protection collective repose sur les confinements. Les fibres émises puis diffusées dans la zone de travail ne doivent pas se propager à l'extérieur. Il existe deux types de confinement :

- Le confinement statique
- Le confinement dynamique

Le confinement statique consiste à créer une barrière étanche à l'air et à l'eau entre l'extérieur et l'intérieur de la zone de travail (isolement + calfeutrement).

Le confinement dynamique repose sur le même principe que le précédent mais en ajoutant un flux d'air permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail (différence de pression négative = barrière dynamique).

Le choix de ces confinements se fait en fonction des taux d'empoussièrement. Nous veillerons à la réaliserons de confinement adéquat et demanderons les bilans aérauliques et de tests à la fumée afin de nous assurer de la conformité des confinements

### **Exemple d'installation de chantier pour le désamiantage :**

- SAS 5 compartiments pour la décontamination du personnel (avec 2 douches équipées)



- SAS 3 compartiments pour la décontamination du matériel et la sortie des déchets



- EPI : utilisation de masques à ventilation assistée



### **1.5. Principe de déconstruction des pavillons 6 et 47**

Une fois les bâtiments curés et désamiantés, démolition mécanique des structures béton. Mise en place d'un système de brumisateurs périphériques afin de rabattre toutes les poussières émises par les déconstructions et concassages.

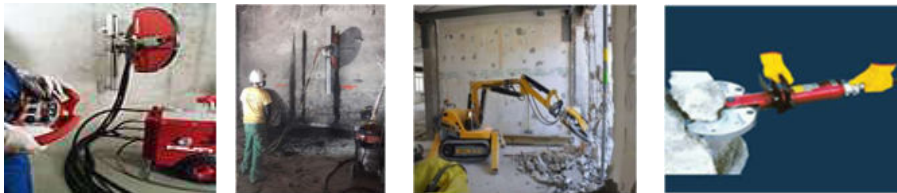


Evacuation en filière de recyclage. Conservation de la quantité nécessaire pour matelas d'assise du dallage.

## 1.6. Principes constructifs

**Reprises en sous-œuvre** : Un soin particulier sera apporté à la création d'ouvertures avec reprises en sous-œuvre :

- Carottage au moyen de carotteuse hydraulique HILTI.
- Etalement de la structure existante.
- Sciage à la scie béton HILTI TS20 pour passage des jambages.
- Démolition de la reprise en sous-œuvre aux robots BROKK électrique télécommandé.
- Fragmentation avec pince hydraulique et évacuation des blocs.
- Evacuation des blocs béton.
- Chevêtre béton.
- Coffrage BA pour jambages.
- Coffrage et bétonnage des linteaux.
- Toutes les coupes contre parties conservées seront réalisées avec soin, avec reprises de maçonnerie, d'enduits et bouchement des prises.



**Bouchement d'ouverture** : Grâce aux plans de repérages réalisées lors de la phase PRO, nous effectuerons les bouchements des ouvertures existante avec la méthodologie suivante :

- Bouchement en agglos pleins de 0.20.
- Prise ou scellement de barres HA.
- Enduit ciment sur les 2 faces.

### Béton Armé :

- Béton coulé en place : type normalisé, prêt à l'emploi, issu de centrales répondant aux spécifications de la Norme NFP 18-305 avec respect des classes d'environnement et plans bétons. Mise en œuvre mécanique par pompage. Béton issu de centrales les plus proches du site dans un souci environnemental.
- Armatures aciers : conforme aux définitions du BET de structure et exigences spécifiques des fabricants. Façonnées et assemblées par soudure en usine, livrées sur chantier prêt à poser répondant aux spécifications de la norme NF A 35-015 à NF A 35-022.
- Treillis soudés agréés par la commission interministérielle des armatures. La mise en place sera exécutée par calage systématique avec protection par mise en sécurité des attentes.

**Fondations semelles isolées/filante, longrines et radiers** : Implantation et mise en place des axes d'implantation par un géomètre agréé. Calcul et mise en place des points dans la station totale par notre bureau des méthodes :

- Implantation sur le chantier par le Chef de Chantier et contrôle journalier par Notre Conducteur de Travaux.
- Terrassement à la pelle et mini pelle et évacuation des déblais.
- Coffrage par panneaux modulaire DOKA-FRAMI pour semelles isolées/filante, tirants et radiers coulés en place.





**Réseaux sous dallages :** Les salariés intervenants seront titulaire de la formation obligatoire AIPR (encadrant et intervenant) travaux à proximité des réseaux. Suivant plans de l'ensemble des réseaux :

- Terrassements en tranchées et évacuation des déblais.
- Lit de sable, pose et raccordement des réseaux et canalisations. Contrôle des réseaux avant remblaiement
- Enrobage sable, remblaiement en tout venant et compactage soigné.



**Dallages :** Etablissement du principe d'exécution prenant en compte les contraintes liées au phasage :

- Fourniture et mise en place de tout venant pour préparation de forme dallage.
- Préparation et balisage des zones d'interventions
- Dallages béton comprenant lit de sable, isolant thermique, film polyane, béton, treillis soudés.
- Finition suivant détails du CCTP. Nos équipes réaliseront, avant toutes pose, une acceptation des supports.
- Joints de dilatation
- Nettoyage des zones d'intervention.

**Poutres, poteaux, consoles, allèges, linteaux et planchers dalles pleines :**

- Montage tour d'étalement DOKA et mise en place de platelage de sous-face, et façonnage à partir de tables coffrantes DOKAMATIC de chez DOKA à sécurité intégrée. Mise en place de tours d'escaliers d'accès

plateforme DOKA. Gabarits des coffrages métalliques suivant plans EXE.

- Coffrage avec tables coffrantes et système de panneaux modulaires DOKADEK20.
- Contreplaqué filmé en bouleau pour les peaux coffrantes (15 réemplois).



**Élévation mur de soutènement :** Par système modulaire colisable superposable du type « OUTINORD B8000 Evolution », avec hauteur standard de 2.80m, déclinable en six largeurs de 2.50m à 0.20m, assemblées par pinces ou targettes assurant le rapprochement et l'affleurement des banches. Adaptation aux cotes par éléments en rehausse ou sous-hausse. Stabilisation par béquilles télescopiques type étais tire-pousse et vérins bas. Peaux coffrantes métalliques faisant l'objet d'un renouvellement tous les 60 emplois. Tolérances de planéité sous 3m = 1mm en panneau / = 1mm en rives. Tolérances de désaffleure = de 0 à 0.4mm. Pression maximale admissible 8000daN/m2.



**Escaliers préfabriqués :** Livrés par l'entreprise PBM (69800 SAINT-PRIEST). Leader européen de la préfabrication d'ouvrages béton (marqués CE et certifiés NF), disposant de 10 usines de fabrication réparties sur le territoire national, PBM réalise également pour nous, depuis déjà plusieurs années, tous nos projets de gradins et escaliers « sur mesure ».

- Rajout de poutres pour support gradins et escaliers préfabriqués.
- Etalement, pose et clavetage par nos soins.



## **2.ENVIRONNEMENT – Réemploi- Recyclage-Réutilisation in situ**

---





## 2.1. Politique Energétique et Environnementale

Nos exigences dans ce domaine vous assurent la mise en place de mesures pour réduire nos impacts environnementaux et préserver au mieux la planète :

- ✓ Tenir compte de la réglementation et du code de l'environnement [Veille Réglementaire]
- ✓ Identifier et maîtriser les impacts environnementaux de nos activités [Cotations chantiers Indice 1M]
- ✓ Produire des chantiers et fournir un produit respectueux de l'environnement [Respectueux des « Charte Chantiers Propres » de chaque DCE]
- ✓ Adapter le travail à la protection de l'environnement [Plan d'Actions]
- ✓ Améliorer la maîtrise de nos situations d'urgence [Tests de situations d'urgence]
- ✓ Sensibiliser le personnel sur les impacts environnementaux [Causeries et ¼ d'heure environnement]
- ✓ Optimiser l'utilisation des ressources [Plan d'Actions]
- ✓ Utiliser le plus possible des produits recyclables
- ✓ Stocker les futs de produits sur des bacs de rétention
- ✓ Entretien régulier des engins et véhicules pour éviter les fuites hydrauliques
- ✓ Collecter, Recycler et Valoriser les déchets [partenariat avec des prestataires externes]
- ✓ Recycler les eaux de laitance des bétons
- ✓ S'éclairer au moyen de LED [Plan d'Actions]
- ✓ Choix des fournisseurs à proximité des chantiers afin de limiter les trajets polluants [Plan d'Actions]
- ✓ Mise à disposition du « Kit anti-Pollution » [Plan d'Actions]

## 2.2. Gestion des nuisances

Dans le cadre d'une démarche Environnementale, mais également de sécurité inhérente à notre système qualité ISO 9001, 14001 et MASE, nous mettons tout en œuvre et disposons de l'ensemble des dispositifs nécessaires pour la « *réduction des nuisances* » sur nos chantiers réalisés sur site Hospitalier en activité.

### Maîtrise des émanations de poussière :

- Mise en place d'un dispositif de nettoyage des roues d'engins afin de réduire les nuisances liées aux émanations de poussières et assurer préventivement la propreté des voiries.
- Mise en place d'un dispositif de nettoyage des voiries intérieures et extérieures du chantier
- Dans le cas de nos interventions de démolitions devant générer par nécessité, d'importantes émanations de poussières, une procédure est établie avant tout démarrage.  
Elle précise et informe la Maîtrise, des moyens d'exécution et des moyens de protection individuelles et collectives du personnel travaillant sur le chantier (masques, lunettes de protection, ...), ainsi que le milieu environnant (Riverains, ...).
- Nous mettons tout en œuvre afin de limiter ces nuisances liées aux interventions de démolitions :
  - Délimitation des périmètres concernés
  - Arrosage systématique
  - Balayage au fur et à mesure de l'avancement
  - Bennes mises sous bâche

### Maîtrise des nuisances sonores et vibrations :

- Horaires de chantier et de livraisons adaptés pour limiter les nuisances vis-à-vis des usagers et du personnel du site.
- Contrôle de la circulation des véhicules/engins et respect des livraisons dans les zones de stockage.
- Sans raison justifiée, les moteurs des véhicules devront être coupés dans l'enceinte du chantier.
- En cas d'intervention ponctuelle bruyante, avertissement préalable de la Maîtrise d'Ouvrage, et mise en place d'une procédure d'information écrite auprès des riverains et des établissements mitoyens
- Usage systématique des Takis walkies afin d'éviter tous cris sur le chantier
- Utilisation systématique des EPI sur chantier (bouchons/masques anti bruits ...)
- Dans le cadre de nos procédés d'interventions spécifique aux ouvrages de gros-œuvre :
  - Utilisation des banches OUTINORD avec serrage à clef et non au marteau
  - Utilisation d'aiguilles vibrantes équipées d'embouts caoutchouc pour éviter la vibration acier contre acier
- Lors des procédures de de démolition et comme vu préalablement, nous mettrons tout en œuvre afin de limiter les nuisances sonores et vibrations (durée, intensité du bruit) :
  - Utilisation au maximum de scies à béton
  - Démolition au robot électrique avec pince de démolition
  - Utilisation de convoyeurs électriques pour l'évacuation des gravats

- Utilisation de la version anti vibratile entre deux modèles équivalents (par ex : marteau-piqueur, brise béton, burineur, perforateur, Meuleuse, disqueuse, Plaque vibrante, pilonneuse...).
- Les dispositifs permettant de fixer ou de suspendre la machine sur un support. Ces accessoires réduisent fortement la transmission des vibrations au système main-bras. Ils permettent d'agir sur les postures et sur la fatigue générée par le maintien et le poids de l'outil,
- Les matériels équipés de poignées de guidage et de maintien non glissantes. Celles-ci enrobées d'un revêtement viscoélastique suffisamment épais, conçues avec une forme adaptée à la main et permettent de garder le poignet dans l'axe de l'avant-bras, sans extension ni torsion,
- La documentation accompagnant la machine.
- S'assurer de l'efficacité du dispositif anti vibratile par un essai de fonctionnement.

### Maîtrise des consommations d'eau et d'énergies :

- Vérification et entretien réguliers des installations des différents points d'eau sur le chantier, afin d'éviter toute fuite. Tous nos compagnons sont également sensibilisés à la vérification systématique de la bonne fermeture des robinets (points d'eau du chantier, base vie...).
- Recyclage des eaux de lavage et de laitance de la façon suivante : utilisation de la station de lavage BETONET avec bac de décantation. Ce système permet la récupération et le recyclage des eaux de lavage des bennes, soit pour le lavage de bennes à venir, des goulottes des camions toupie, soit pour mettre aux égouts les eaux sans risque de pollution. Après décantation, nous récupérons le

ciment séché et nous le stockons dans des sacs à remblais que nous envoyons en centre de concassage.

- Sans raison justifiée, les moteurs des engins et véhicules devront être coupés dans l'enceinte du chantier.
- Vérification systématique en fin de journée que l'ensemble des éclairages soit éteint lors de la fermeture du chantier : bungalows, lampes baladeuses, bâtiments...) afin qu'aucune lampe ne reste éclairée la nuit ou le week-end.

### **Maîtrise des impacts visuels (Propreté du chantier) :**

- Définition / balisage des zones de chantier : stockage / bennes pour tri sélectif / livraisons
- Limitation des hauteurs de stockage.
- Mise en place de bennes pour tri sélectif selon réglementation et signalisation claire.
- Mise en place de poubelles pour tri sélectif dans les cantonnements.
- Evacuation régulière des bennes.
- Nettoyage/rangement quotidien des zones de travail
- Dispositif de nettoyage (balayeuse) des voiries intérieures et extérieures du chantier
- Dispositif de nettoyage des roues d'engins

### **Gestion des déchets :**

Des bennes seront mises en place en nombre suffisant pour évacuer l'ensemble des déchets du chantier. Nous disposons de 4 types de bennes correspondant aux 4 grands types de déchets, à savoir :

- Les déchets inertes : recyclage ou stockage en site de classe III (benne ouverte)
- Les déchets industriels banals (DIB) : dirigés vers des circuits de réemploi, recyclage, valorisation, des incinérateurs, ou des centres de stockage de classe II (benne fermé).
- Les déchets industriels spéciaux (DIS ou déchets dangereux) : produits orientés vers des sites de traitement adaptés tels que des installations de stockage de classe I, unité de régénération ou d'incinération. Produits soumis à un étiquetage adéquat (benne fermé). Notre entreprise met à disposition dans le bureau de chantier, la liste avec pictogrammes, des produits dangereux. Une zone de stockage spécifique et balisée est aménagée en cas d'utilisation de ces produits (sol isolé).
- Les déchets d'emballages : remis à une entreprise agréée pour être valorisés (benne ouverte, recouverte d'un filet pour éviter qu'ils ne s'envolent).

Ces différentes bennes sont identifiables grâce à une signalisation claire.



En tant que responsable de nos bennes, nous nous engageons à veiller à ce qu'elles soient évacuées régulièrement afin de ne pas engorger les zones de stockage des déchets.

Pour cela, nous sommes équipés d'un camion multi-bennes avec plus de 25 bennes de volumes différents, en rotation continue, permettant une réactivité immédiate d'évacuation jusqu'au centre de valorisation et de gestion de nos déchets.



La gestion et le recyclage de nos déchets sont réalisés par des prestataires externes avec lesquels nous avons créé un partenariat durable.

Notre système qualité ISO 14001 vous assure une vérification par nos soins, de la bonne réglementation de ces sociétés (Bonne exécution du tri, du stockage, de l'élimination et de la valorisation des déchets vers les filières les plus appropriées). Celles-ci s'engagent alors à prendre en charge nos déchets, à en faire le tri et à les recycler selon la législation en vigueur. Ces prestataires externes sont soumis à visa des Chefs de Chantiers avant l'enlèvement des bennes et nous transmettent les bordereaux de suivi des déchets. Ces bordereaux sont ensuite diffusés à la Maîtrise d'œuvre et/ou d'Ouvrage.

Afin de réduire au maximum les trajets polluants, et par conséquent les coûts de transport, notre réseau de partenaires s'étend sur tous les départements dans lesquels nous réalisons nos chantiers.



### 2.3. Réemploi / Réutilisation des éléments de déconstruction

Nous sommes engagés depuis déjà plusieurs années à réduire la production de nos déchets de chantier.

Le réemploi s'affirme plus récemment comme une nouvelle méthode de construction permettant une limitation effective de production des déchets.

La réutilisation du bâtiment existant (pavillon 2-4) demeure la plus simple expression du réemploi, générant une économie de matière, d'énergie, d'émissions polluantes, accompagnant une volonté de préservation et transformation du patrimoine architectural existant.

Nous mettons actuellement à exécution cet engagement à penser la construction autrement.

#### - DEMOLITIONS :

##### ⇒ Réutilisation :

- **Potentiel :** les bétons, en volumes importants, pourront être utilisés de nombreuses manières, à condition de transformer la matière.
  - En remplissage non structural : murs gabion, ...
  - En élément de mobilier : réemploi de voiles béton redécoupés ...
  - En pavage : béton décoratif type terrazzo ...
- **Préconisation :**
  - De dépose : il faudra porter une attention particulière aux assemblages et aux éléments de ferrailage de la structure, qui peuvent compliquer la dépose.

- De conditionnement : stockage à plat, sur palettes ou en tas, selon la dimension des ouvrages déconstruits (voiles, poteaux, poutres... Etc. ...)
- De stockage : hors d'eau, si éléments de ferrailage
- De préparation à la réutilisation : redimensionnement par sciages et tests de résistance à prévoir.

⇒ **Revalorisation : le recyclage de matériaux issus de démolition / déconstruction permet de réduire nos consommations d'énergie et notre production de gaz à effet de serre.**

Le traitement des matériaux de démolition permet d'élaborer notamment les produits suivants :

- Des graves recyclées mixtes 0/63 pour les couches de formes
- Des graves recyclées mixtes 0/31,5 ou 0/20 pour les couches de réglage
- Des graves de pré-criblage 0/8 ou 0/20

La qualité technique des matériaux produits sont vérifiés par analyses granulométriques.

- **Mode de traitement** : après concassage en graves pour béton, en remblais ou filière de recyclage des gravats classique.



#### - **Potentiel :**

- Les matériaux les plus graveleux issus des terrassements seront stockés sur place et réutilisés en remblai afin de limiter l'évacuation puis l'apport de matériaux.
- L'ensemble des bétons issus des terrassement, démolition d'ouvrages existants seront transférés en centre de recyclage pour être réutilisés en couche de forme (grave 0/63R) et couche de réglage (grave 0/315).
- Les déblais ISDI (ou autres filières suivant résultats des analyses) transférés en Centre de recyclage, pourront être réutilisé sur le chantier après criblage / concassage des matériaux graveleux, permettant de couvrir ainsi l'ensemble des besoins du chantier en matériaux d'apport pour réaliser les couches de formes et réglage. Les limons seront amendés pour reconstituer de la terre végétale qui pourra être réutilisée également sur d'autres opérations.
- Les enrobés mis en œuvre en réfection de voirie contiendront plus de 20% de granulats recyclés.

#### - **Préconisation :**

- Cisailage du béton et de la ferraille, brise-roche suivant les éléments structurels choisis. Séparation du béton avec les autres matériaux, tri et concassage.

## 2.4. Matériaux durables et éco-conçus

### - MACONNERIE - GROS ŒUVRE :

#### ⇒ Choix de nos procédés d'interventions :

- Utilisation de bétons bas carbone : notre fournisseur béton LAFARGE, dispose d'une gamme de produits béton « Galaxim® Planet » qui pourra répondre à cette exigence constructive, et assurer ainsi une optimisation de 45 à 50% d'émissions de CO2.
- Utilisation d'huiles de décoffrage biodégradable : utilisation de l'huile PIERI DECOBIO C-13 100% végétale et biodégradable. Cette huile est composée uniquement d'huile végétale et d'additifs d'origine naturelle
- Mise en œuvre des boîtes de réservation : afin d'éviter l'utilisation du polystyrène, les boîtes de réservation sont réalisées à partir de blocs de béton cellulaire type SIPOREX.
- Start de liaison mur en acier.

#### ⇒ Fournitures :

- Quantification précise des matériaux pour éviter les découpes excessives

- Approvisionnement régulier des matériaux pour éviter un entreposage excessif sur chantier et par conséquent, limiter la casse au stockage
- Limiter Les emballages : nos fournisseurs s'engagent à nous livrer le plus possible sur des palettes et des conteneurs consignés. Ils sont également informés, que nous privilégions les produits dont les emballages sont recyclables.
- Réduction des trajets polluants, par approvisionnement des granulats (concassés et non roulés) issus des carrières environnantes

#### ⇒ Recyclage des eaux de laitance :

- Mise en œuvre de la station de lavage BETONET avec bac de décantation. Un brevet a été déposé pour cet ensemble très compact de traitement des eaux de laitance et de lavage de bennes qui intègre les fonctions du SECANET (BREVET EUROPÉEN). Ce système permet la récupération et le recyclage des eaux de lavage des bennes, soit pour le lavage de bennes à venir, des goulottes des camions toupie, soit pour mettre aux égouts les eaux sans risque de pollution. Après décantation, nous récupérons le ciment séché et nous le stockons dans des sacs à remblais que nous envoyons en centre de concassage.

### **3.CONTRÔLE – RECEPTION – PARFAIT ACHEVEMENT**

---





### 3.1. Contrôle des dispositifs Q.S.E (Qualité-Sécurité-Environnement)

Le Chargé d'Affaires TCE sur cette opération, sera le garant de la bonne application par l'ensemble de nos compagnons et sous-traitants, des dispositifs mis en place dans le cadre de l'organisation du chantier.

Afin de contrôler efficacement ces mesures, Un « **Monsieur sécurité** » sera nommé dès le démarrage du chantier et présent à 100% de son temps de travail sur site.

Il consignera l'ensemble des points de contrôles, remarques et modifications, dans un registre journalier appelé « Cahier de Vie ».

Il travaillera en lien avec notre Service Q.S.E., qui assurera l'information et le suivi du système Q.S.E. mise en place sur le chantier.

Notre expérience acquise depuis plus de 30 ans, valorisée par son système qualité issu du Référentiel MASE/UIC (janvier 2009), Norme ISO 9001 et 14001 (version 2015) vous donner entière satisfaction quant à l'exécution des ouvrages de ce projet.

### 3.2. Contrôles Qualité des ouvrages exécutés

*Assurés par notre Service QSE :*

- **Points de Contrôle Qualité-Environnement** : ces contrôles permettent de maîtriser les risques et assurer la réalisation des ouvrages. Ces points de contrôle seront consultables dans le « *Cahier de Vie* » du chantier.
- **Audit interne dans le cadre de visite CSSCT** : sa fréquence est d'une visite par trimestre et de façon inopinée. Il fait l'objet d'un compte rendu destiné à la Direction ainsi qu'aux compagnons par un affichage sur chantier.
- **Cotation chantier** : Basée sur un barème de 4 notes (mauvais, insuffisant, moyen, bon) et de 4 critères que sont : la qualité, la sécurité, l'hygiène et l'environnement.
- **Evènements SSE & DUERP** : régulièrement mis à jour selon les événements se produisant sur le chantier. Des réunions ont lieu 1 fois par trimestre pour faire la synthèse des événements afin qu'ils ne se reproduisent pas.
- **Bilan de fin de chantier ou retour d'expérience** : un bilan vient tracer le déroulement du chantier. Il est fait avec le Conducteur de Travaux. 12 évaluations sont faites avec 3 critères pris en compte (bon, moyen, mauvais).
- **Satisfaction clients** : dans le cadre d'une amélioration continue de notre Système QSE, l'entreprise prévoit l'audit des différents donneurs d'ordres du chantier sur la qualité des ouvrages réalisés.

### 3.3. Réception et parfait achèvement

- **Autos contrôles de pré-réception** : organisées 15 jours avant les OPR. Les rapports sont analysés afin que des équipes soient mises en place pour parfaire ces anomalies. Ces auto contrôles permettent de limiter les réserves au court des OPR.
- **Opération de réception** : la levée des réserves constatées au cours des OPR, est assurée par l'équipe d'encadrement. Les équipes mobilisées lors des autos contrôles de pré-réception, sont présentes pendant et après les visites d'OPR, avec le PV de réception afin de lever les réserves notifiées. Cette organisation et les moyens mis en œuvre pour lever ces éventuelles défaillances, contribuent à l'amélioration continue de la qualité de nos ouvrages, avant les dates de livraisons.
- **DOE** : le suivi des documents d'EXE par notre équipe d'encadrement, vous assure de notre réactivité dans l'élaboration des DOE. Ils vous sont transmis avant la réception du chantier, suivant vos instructions.
- **Parfait achèvement / GPA** : au cours de cette période, le Chargé d'Affaires/Conducteur de Travaux TCE, sera votre interlocuteur privilégié pour enregistrer toutes vos demandes et interventions de levés de GPA.
- **SAV** : le Chargé d'Affaires/Conducteur de Travaux TCE, assurera le SAV de son chantier. Cette pérennité dans le suivi de votre chantier, vous garantit ses compétences à évaluer le caractère d'urgence de vos observations et prendra toutes les mesures nécessaires pour intervenir dans les délais les plus courts. Délais d'interventions contractuels :
  - ⇒ Situation d'urgence exceptionnelle : de 1 à 3 heures
  - ⇒ Situation de mise en sécurité / Intervention rapide : de 24 à 48 heures
  - ⇒ Situation courante (suivant les besoins d'études et d'exécutions éventuels) : 1 à 3 semaines





## ANNEXE 8

### NOTE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES



---

## CCAEM – TRANSFERT DES ACTIVITES DE GERIATRIE SUR LE SITE DE BELLEVUE

---

PERMIS DE CONSTRUIRE – 12 05 2022

Annexe – Note gestion des EP

# SAINT ETIENNE (42)

## CCAEM CHU SAINT ETIENNE

### Note de conception de la gestion des eaux pluviales du projet

## 1 – Intervenants

### Maîtrise d'ouvrage

### Maîtrise d'œuvre

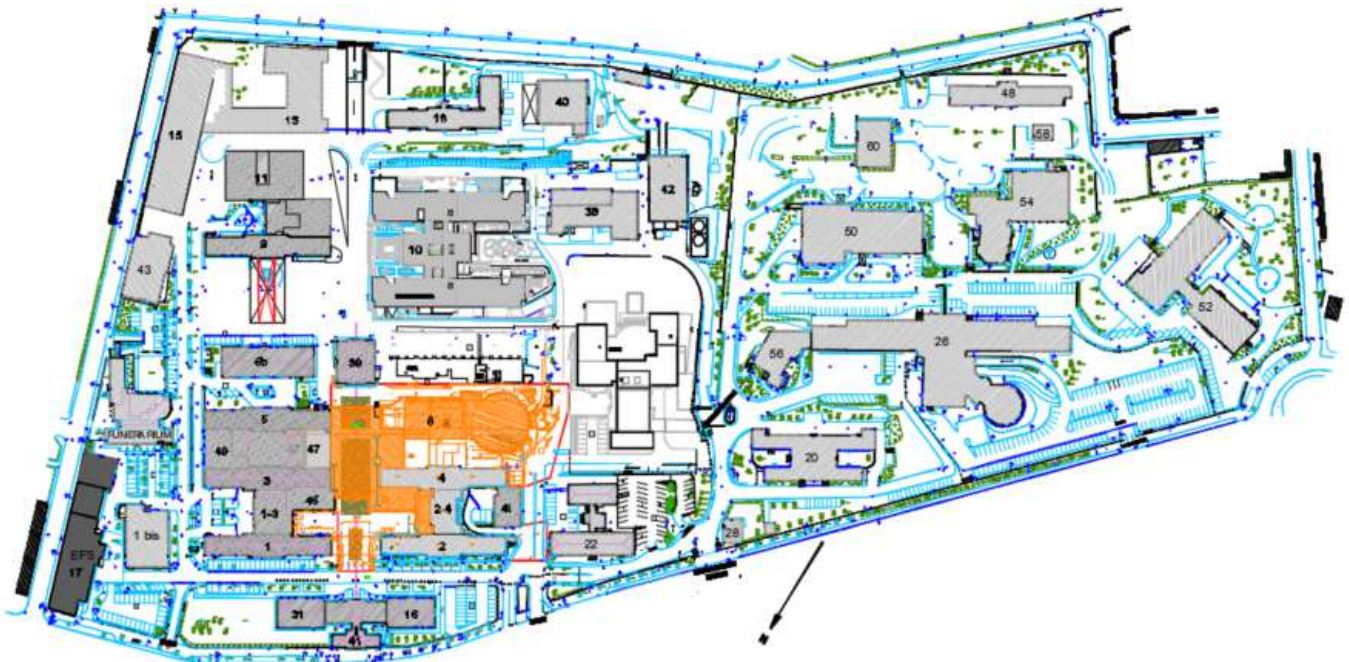
AIA ARCHITECTES - MANDATAIRE  
20, rue Lortet  
69 366 LYON Cedex 07

AIA INGENIERIE  
20, rue Lortet  
69 341 LYON Cedex 07

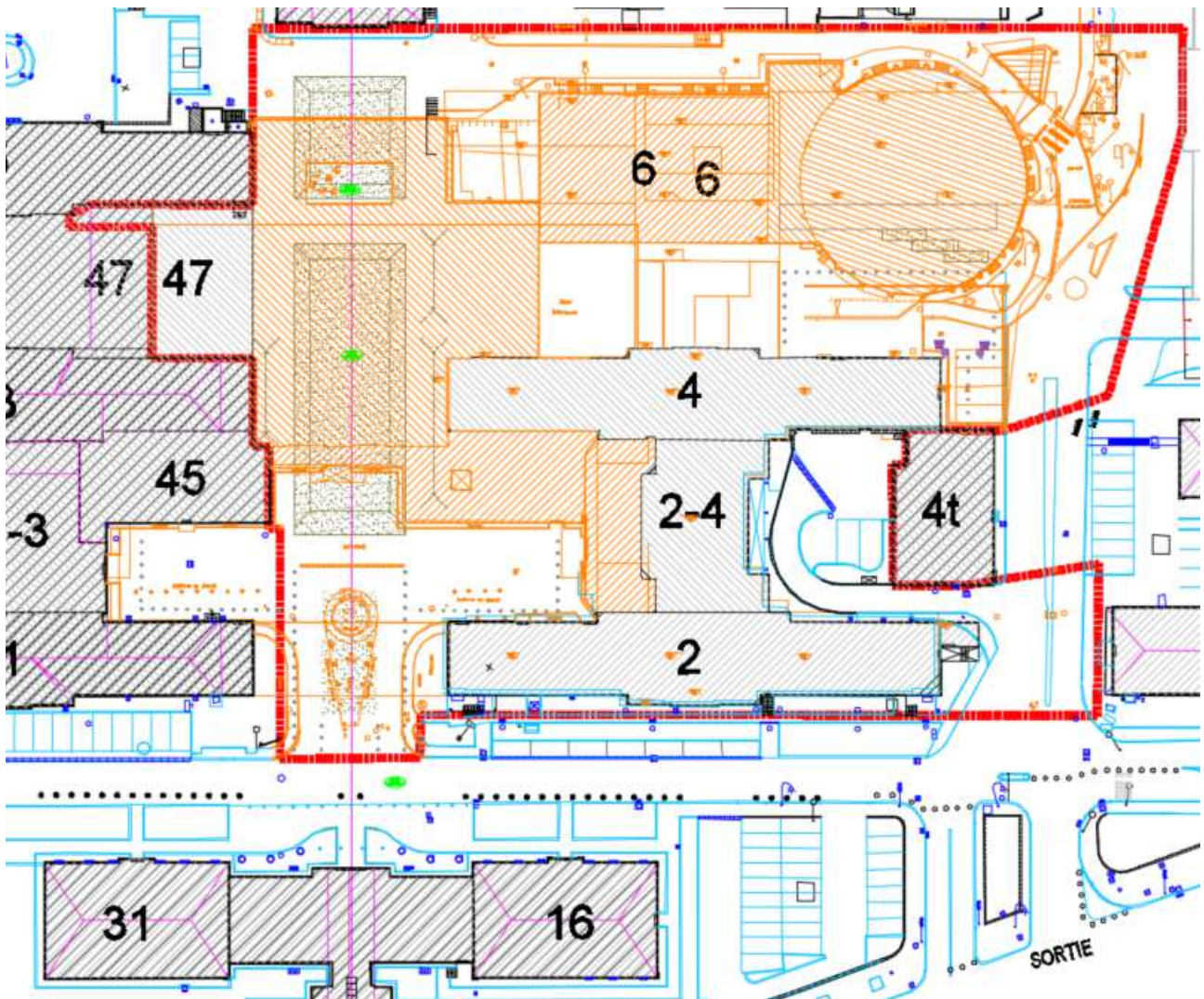
## 2 – Description succincte de l'opération

Les travaux de la présente opération consistent en la démolition du bâtiment N°6 et 47 suivi de la construction d'un bâtiment dans l'emprise des zones démolies et de la réhabilitation des bâtiments 2, 2-4 et 4. L'ensemble inscrit dans la reprise des aménagements extérieurs.

### Vue générale du site et alentours

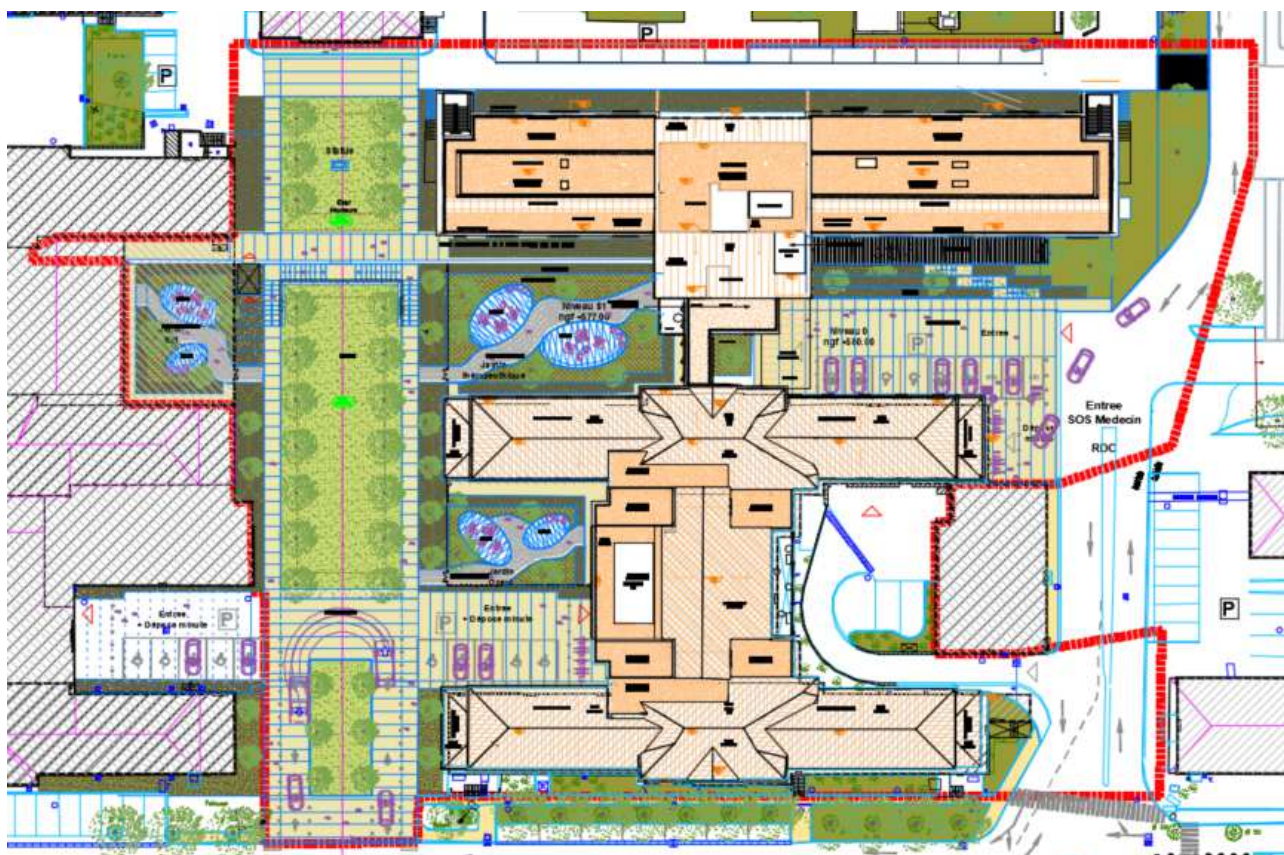




**LIMITE ZONE INTERVENTION**



## Plan de masse du projet



### 3 – Contexte futur

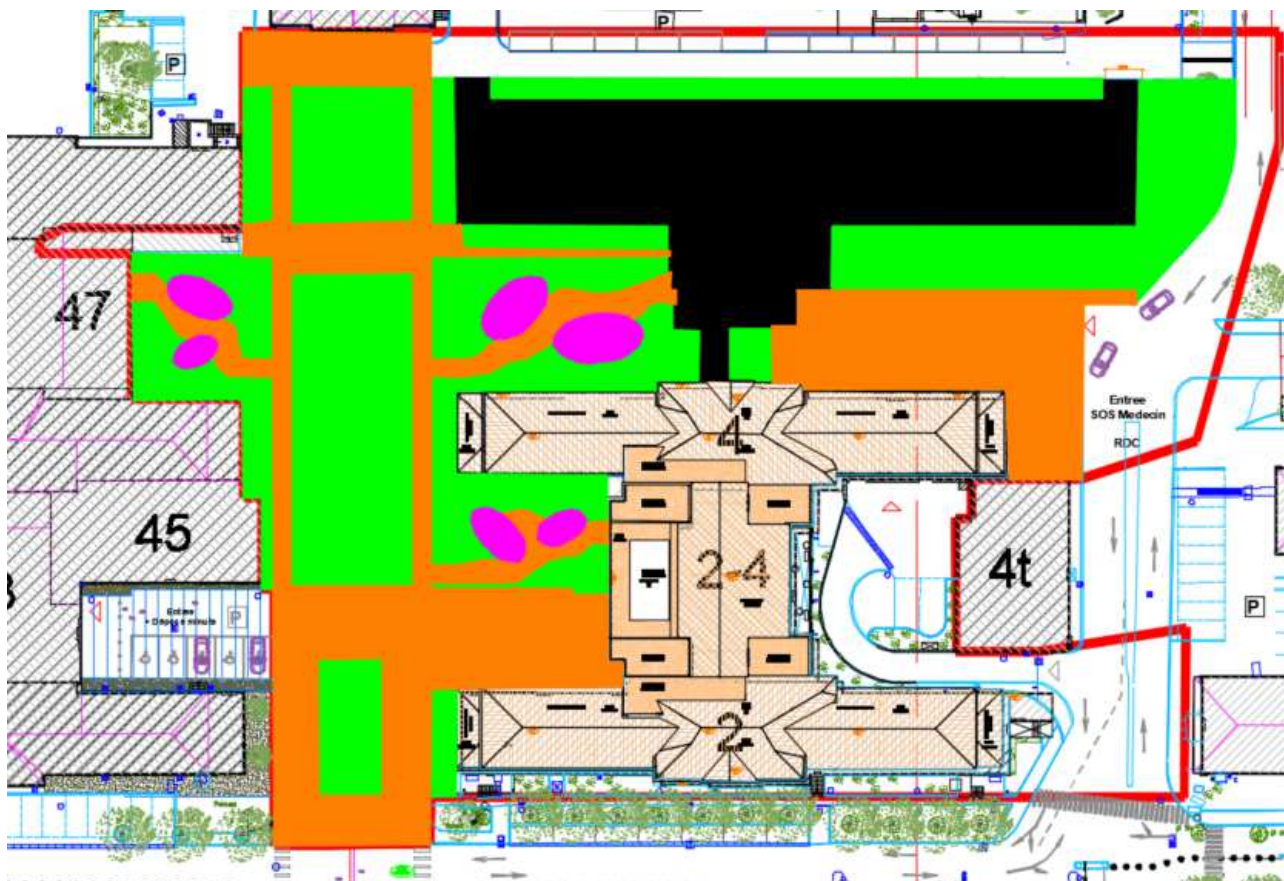
#### 3.1 – Principes de conception de la gestion des eaux pluviales pour l'ensemble du projet

Notre projet sera conforme aux prescriptions de gestion des eaux pluviales présentes dans le PLU de Saint-Etienne, à savoir :

#### 3.2 – Paramètres de calculs

- Prescriptions Métropole de Saint Etienne
  - o Pluie d'occurrence **trentennale**, (Saint Etienn Vill)
  - o Débit : **10 l/s/ha**
  - o Coefficient de Montana suivant Météo France,
    - **6h à 96h : a = 15.062 et b =- 0.757**
  - o Calculs suivant la méthode des pluies
- Coefficients d'imperméabilisation pris en considération :
  - **Toitures: 1**
  - **Enrobé : 0.9**
  - **Béton : 0.9**
  - **Pavés : 0.7**
  - **Espaces Vets : 0.15**

### 3.3 – Les surfaces du projet prises en compte



• Toitures :	1 390.79 m <sup>2</sup>
• Pavés :	160.25 m <sup>2</sup>
• Béton :	1 864.69 m <sup>2</sup>
• Espaces Vets :	2 586.27 m <sup>2</sup>

### 4.4 – Calculs du volume de rétention

#### 4.4.1. Principe de gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales du présent projet seront récoltées par différents moyens :

- Toitures :
  - o Canalisations,
- Aménagements extérieurs :
  - o Canalisations et noues

Le principe de rétentions mise en œuvre pour ce projet sera un mixte de rétentions enterrées (types TUBOSIDER) et à l'air libre (noues, dépressions dans les espaces verts).

#### 4.4.2 Calculs du coefficient de ruissellement moyen

- Coefficient de ruissellement moyen : **0.5947**

Calcul du coefficient de ruissellement moyen :					
$C = \sum \frac{C_i * A_i}{A}$					
	TOITURE	ENROBE	BETON	PAVES	ESPACES VERTS
Ci :	1	0.9	0.9	0.7	0.15
Ai :	1390.79	0	1864.69	160.25	2586.27
<b>C moyen =</b>	<b>0.5947</b>	Surface totale en m²= 6002 m²			

## CCAEM BELLEVUE

#### 4.4.3 Calculs du débit régulé

- Surface : 6 002 m²
- Débit : Q = 10 x 6 002 / 10 000 = **6 l/s**

Le débit en sortie de rétention sera de 6 l/s, via un régulateur de type Vortex.

#### 4.4.4 Calculs du volume de rétention

- Volume de rétention suivant la méthode des pluies :

Paramètres de calcul	
Débit de fuite admissible	0.00600 m³/s ( 6.0 l/s)
Coefficient d'apport	59 %
Surface totale	0.60 ha
Surface active	0.36 ha

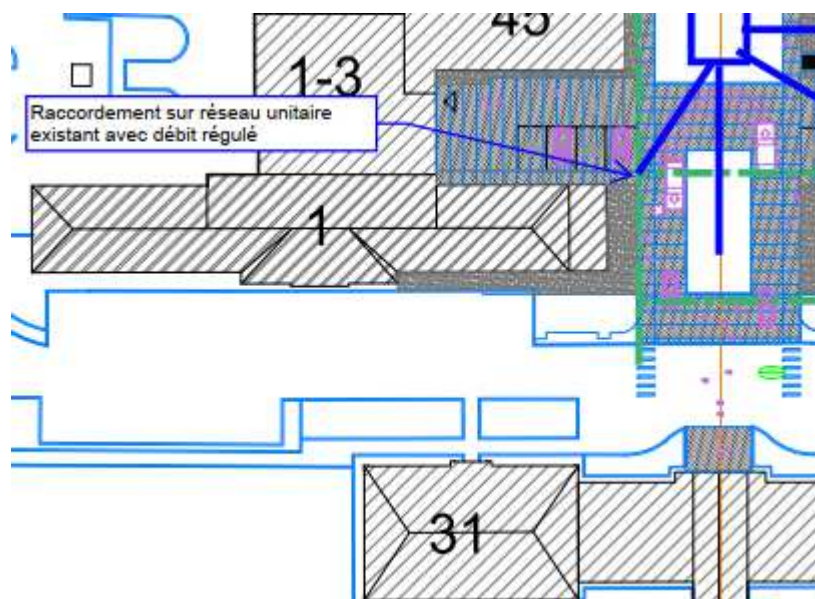
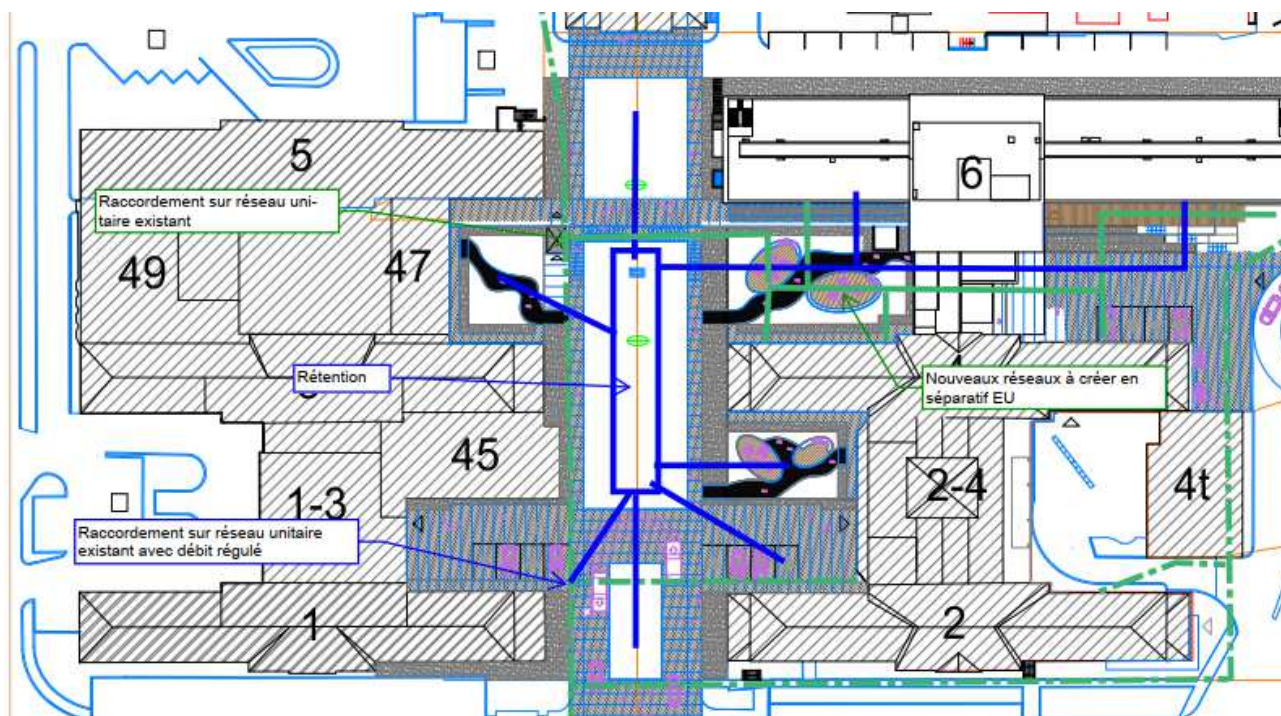
Méthode des pluies	
Région pluviométrique	ST ETIENNE
Période de retour	30 ans 0 mois
Volume calculé	<b>128.40 m³</b>

Le volume de rétention pour les Aménagements Extérieurs sera de **128.40 m³**, avec un débit de **6 l/s**.



#### **4.4.4 Raccordement au réseau public**

Le raccordement de la rétention, se fera sur le réseau d'eaux pluviales interne au site du CHU BELLEVUE.



#### **4.4.5 Validations attendues**

Nous souhaiterions pouvoir valider les dispositions techniques adoptées pour le projet, et plus particulièrement :

- validation des paramètres de calculs,

## ANNEXE 9

Arrêté d'Autorisation de Déversement  
dans le Système d'Assainissement Furania  
des effluents non domestiques du Centre  
Hospitalier Universitaire de Saint-Étienne  
(site Bellevue)



# **ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT**

**DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT FURANIA**

**DES EFFLUENTS NON DOMESTIQUES  
DE**



**25, Boulevard Pasteur RUE à Saint-Etienne**

Secrétariat Général  
Commun Départemental

**23 JUIN 2022**

Service logistique immobilier  
Bureau de la logistique

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement  
C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) dans le système de collecte et de traitement de Furania  
(282 000 EH) de Saint-Etienne Métropole et sur la commune de Saint-Etienne,  
aux conditions décrites dans le présent arrêté**

Le Président,

**VU ENSEMBLE :**

- le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 2224-7 à L. 2224-12 ;
- le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 1331-10 ;
- l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO et en notamment son article 13 ;
- l'arrêté du 4 décembre 2015 portant prescription spéciales n°548-DDPP-15 réglementant les installations du CHU de Saint-Etienne pour son site de Bellevue,
- l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018)
- le règlement assainissement de la Stéphanoise des Eaux, à qui les missions de collecte des eaux usées ont été déléguées ;
- la délibération du bureau métropolitain n°2019.00170 en date du 16 mai 2019 relative à la mise en œuvre des conventions et autorisations spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement ;
- la délibération du conseil métropolitain n°2020.00132 en date du 7 juillet 2020 désignant Monsieur Gaël PERDRIAU comme Président de Saint-Etienne Métropole ;
- la délibération du conseil métropolitain 2020.00155 en date du 17 juillet 2020 portant délégation au bureau et au Président ;
- l'arrêté de délégation de signature n° 2020.0048 du 17 juillet 2020 visant le Vice-Président de Saint-Etienne Métropole en charge de l'assainissement.

# ARRETE

## Article 1 : ABROGATION DES ANCIENS ARRETES

Les dispositions nouvelles du présent arrêté se substituent à celle(s) de(s) arrêté(s) précédent(s) délivré(s) au titre de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

Est notamment concerné l'arrêté de déversement délivré par Saint-Etienne Métropole le 16 octobre 2015.

## Article 2 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement C.H.U Saint-Etienne, pour son site de Bellevue, sis 25, Boulevard Pasteur à Saint-Etienne (42 100) est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de l'activité de centre hospitalier (gériatrie, psychologie, rééducation) dans le réseau d'assainissement de Saint-Etienne Métropole, via 1 branchement (boulevard Pasteur), figurant sur le plan schématique joint en annexe 2.

Cette autorisation concerne le site C.H.U. Saint-Etienne de Bellevue soumise à déclaration titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour la rubrique suivante :

Activités concernées	Rubrique ICPE	Alinéas	Régime	Quantité	Unité
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	2910	A	DC	19.79	MW

## Article 3 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

### A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques devront répondre aux prescriptions suivantes :

- Etre à un pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Etre à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- Ne pas contenir des solvants organiques, chlorés ou non, de composés hydroxylés et dérivés ;
- Ne pas contenir de matières solides, ou de substances liquides ou gazeuses susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel exploitant le système d'assainissement ou à celle des habitants des immeubles raccordés au dit-système,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes. Pour cela, procéder notamment à la désulfuration des effluents tant que de besoin,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'empêcher l'évacuation et la valorisation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics.

### B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

L'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) est autorisé à déverser aux réseaux d'assainissement de Saint-Etienne Métropole :

- |   |   |                              |
|---|---|------------------------------|
| 1. Des eaux domestiques :<br>Toilettes / Vestiaires   | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 2. Des eaux assimilées domestiques :<br>- Effluents de restauration (self)  | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| 3. Des eaux usées d'origine industrielle :<br>- Vidange des autolaveuses,<br>- Vidange des bassins de balnéothérapie 2 fois/an + purges éventuelles<br>(grand bassin : 55 m <sup>3</sup> , petit bassin : 15 m <sup>3</sup> ) | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

Les eaux usées industrielles, en provenance de l'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) doivent répondre aux prescriptions suivantes :

B.1 Concentration maximales autorisées

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	2000
DBO <sub>5</sub> (Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours)	800
Rapport Biodégradabilité DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3*
MES (Matières En Suspensions)	600
NGL: Azote global (NTK+NO <sub>2</sub> +NO <sub>3</sub> )	150
Pt : Phosphore total	50
Graisses (SEH)	150
Hydrocarbures (HCT)	10
Substances organochlorées (AOX)	1
Chlore libre	1
Chlorure	500
Sulfates	500
Sulfures	0.5
Aluminium	5
Détergents anioniques	10
Détergents cationiques	5
Détergents non-ioniques	5

\* dès lors où [DCO] > 800 mg/l

Les concentrations sont mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un laboratoire agréé. Les limites de quantifications correspondent à celles associées aux normes en vigueur au moment de l'analyse.

En cas d'une évolution de la réglementation ou dans le cas où les capacités d'acceptation de la station d'épuration viendraient à être limitées, ces concentrations pourraient être revues à la baisse.

De même certains paramètres pourraient être ajoutés.

B.2 Autres substances

Au-delà des paramètres cités au point B1 ayant fait l'objet d'une vérification en amont de la signature du présent arrêté, l'Etablissement est également tenu de respecter des prescriptions particulières concernant d'autres paramètres pour lesquels une vérification n'a pas été demandée.

Ces derniers sont définis en annexe 1.

B.3 Mise en conformité ou opération à prévoir

Sans Objet

## **Article 7 : CONTROLE DES REJETS**

L'Etablissement est responsable, à ses frais de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de cet arrêté d'autorisation.

Il met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement, un programme de mesures et de suivi dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

- **Analyse annuelle sur prélèvement moyen 24h00 représentatif des rejets** sur les éléments suivants par un laboratoire agréé : pH, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL, Pt, SEH, Hydrocarbures totaux, AOX, chlore libre, chlorures, sulfures, sulfates, aluminium, détergents anioniques, détergents cationiques et détergents non-ioniques.
- Consommation en eau durant les 24h contenant le prélèvement (relève compteur)

Les résultats d'analyses seront transmis chaque année à la Collectivité. En fonction de ces résultats, s'ils diffèrent de ceux fournis pour cette autorisation (annexe 3) et s'ils ne respectent pas les normes de l'article 3B, la collectivité pourra demander à l'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) de revoir celle-ci en la formalisant par l'élaboration d'une Convention Spéciale de Déversement annexée à un nouvel Arrêté d'Autorisation de Déversement.

La Collectivité pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles des effluents. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité.

Par ailleurs, l'Entreprise est responsable des conséquences dommageables subies par le service assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents du présent arrêté, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis aura été démontré.

Dans ce cadre, les frais de constatations des dégâts (sondage, analyses,...) et de réparation de ceux-ci (surcoûts de traitement compris) seront entièrement à la charge de l'Etablissement.

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

**1.** Le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :

- de modification de la composition des effluents (la Collectivité doit être informée de tout changement) ;
- de non respect des limites et des conditions de rejet fixées par le présent arrêté ;
- de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement si besoin ;
- de non respect des échéanciers de mise en conformité s'il y a ;
- d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles ;

**2.** Les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

**3.** Un risque pour la santé publique est avéré, ou une atteinte grave à l'environnement est constatée.

En cas de cette fermeture, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par lettre Recommandée avec Accusé Réception ***qui fixera le délai accordé à l'entreprise en fonction du risque.***

## **Article 8 : DUREE DE L'AUTORISATION**

**Cette autorisation est délivrée pour une période de 7 ans, à compter de sa signature.**

Si l'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Saint-Etienne Métropole, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.



#### B.4 Installation de prétraitement / récupération

L'Etablissement doit identifier les matières et substances générées de part son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'Etablissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Les prétraitements mis en place sont les suivants :

- 1 Bac à graisse (4 m<sup>3</sup>)
- 2 Séparateurs d'hydrocarbures débourbeurs (2,5 m<sup>3</sup>)

#### B.5 Entretien des installations de prétraitement / récupération

L'Etablissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement / récupération en bon état de fonctionnement.

Il doit par ailleurs :

- s'assurer que les déchets générés par le site et notamment les dites installations sont stockés et éliminés à la charge de l'entreprise dans les conditions réglementaires.
- fournir **une fois par an au minimum**, au Service de l'assainissement, les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement / récupération.

Du fait de son activité et de la caractéristique de ses installations, l'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue) doit faire procéder à :

- |  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Vidange du bac à graisses 5 fois par an                  | } et à chaque fois que nécessaire |
| <input checked="" type="checkbox"/> Vidange des séparateurs d'hydrocarbures tous les 12 mois |                                   |

De plus, concernant les vidanges des bassins de balnéothérapie, le rejet doit s'effectuer après élimination naturelle des produits de traitement (arrêt du traitement au chlore pendant trois jours avant la vidange). Le rejet des eaux de vidange doit s'effectuer à débit limité et au moins sur 24h ».

Il conviendra d'informer la collectivité ainsi que le gestionnaire de la station d'épuration au moins 48h à l'avance des opérations de vidange programmées

#### **Article 4 : ACCES AU RESEAU**

L'Etablissement laissera le libre accès aux regards de collecte, aux équipements de production des eaux de process et au point de rejet aux agents de la Collectivité, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement.

Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

#### **Article 5 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, comme tous les usagers du service assainissement, l'Etablissement C.H.U Saint-Etienne (site de Bellevue), dont le déversement des eaux usées autres que domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### **Article 6 : LA CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

Sans objet

Cette demande devra être accompagnée des résultats d'un contrôle de qualité de ses rejets réalisé dans les conditions suivantes :

- **Analyse sur prélèvement moyen 24h00 représentatif des rejets** sur les éléments suivants par un laboratoire agréé : pH, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL, Pt, SEH, Hydrocarbures totaux, AOX, chlore libre, chlorures, sulfures, sulfates, aluminium, détergents anioniques, détergents cationiques et détergents non-ioniques.
- Consommation en eau durant les 24h contentant le prélèvement (relève compteur)

### **Article 9 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. La révision de cet arrêté d'autorisation pourra se faire d'une manière temporaire ou définitive en cas de :

- Cession ou de cessation d'activité : **l'Etablissement devra en informer le Président de Saint-Etienne Métropole ;**
- Modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents (volume actuel estimé à 60 m<sup>3</sup>/j) : **doit être portée à la connaissance du Président de Saint-Etienne Métropole à minima deux mois avant sa réalisation;**
- Non-conformités récurrentes aux seuils de rejets précisés à l'article 3 du présent arrêté et ayant des conséquences notables sur le fonctionnement du système d'assainissement et/ou sur les agents d'exploitation.
- Modifications significatives de la structure d'assainissement notamment dans un but d'intérêt général (service, réseau ou station d'épuration...), ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau ;
- Modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration dans laquelle est effectué le rejet.

### **Article 10 – DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE**

L'Etablissement est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au Président de Saint-Etienne Métropole ou à ses services, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement.

#### **Contact :**

Dans tous les cas : à la société stéphanoise des eaux, concessionnaire du réseau de la Collectivité sur le secteur **N° : 09 77 42 94 41**

+ en semaine et heures ouvrées :

- Saint-Etienne Métropole Territoire de proximité Furan : 04 77 48 79 29
- Gestionnaire de la station d'épuration Furania : 04 77 79 46 90

## **Article 11 : EXECUTION**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

**Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de Saint Etienne Métropole dans le délai de deux mois à compter de sa notification.** L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 LYON dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Saint-Etienne, le .....**22 JUIN 2022**.....

Le Président  
ou  
son représentant dûment habilité,

**Andonella FLECHET**  
La Vice-Présidente  
en charge de l'assainissement

Destinataires des originaux :

- C.H.U Saint-Etienne
- la Stéphanoise des Eaux
- Saint-Etienne Métropole,
- Préfecture de la Loire (copie DREAL)

**Concentration seuils admissibles effluents non domestiques**  
**Réseaux assainissement**

	<i>Paramètre</i>	<i>Concentration maximale (mg/l)</i>
<b>Eléments concernés par la valorisation des boues</b>	Arsenic	0,05
	Cadmium	0,2
	Chrome	0,5
	Cuivre	0,5
	Nickel	0,5
	Plomb	0,5
	Mercure	0,05
	Sélénium	0,05
	Zinc	2
	Métaux totaux	15
<b>Autres paramètres minéraux</b>	Argent	0,1
	Aluminium	voir article 3B1
	Antimoine	0,2
	Fer	5
	Fluor	15
	Chrome hexavalent	0,1
	Cobalt	2
	Etain	2
	Magnésium	100
	Manganèse	1
	Cyanure	0,1
<b>Autres paramètres organiques</b>	Huiles et graisses SEH	voir article 3B1
	Hydrocarbures Totaux	voir article 3B1
	Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	0,05
	Nitrites	1
	Sulfures	voir article 3B1
	Sulfates	voir article 3B1
	Sulfites	5
	Chlorures totaux	voir article 3B1
	Substances organochlorées (AOX)	voir article 3B1
	Chlore libre	voir article 3B1
	Solvants Organochlorés	< seuil analytique
	Phénols	0,3
	PCB	0,05
	Détergents anioniques	voir article 3B1
	Détergents cationiques	voir article 3B1
	Détergents non-ioniques	voir article 3B1

**ANNEXE 1**  
**Règlement d'assainissement**



Le présent règlement a pour objet de définir les conditions de concession des eaux de la Société Stéphanoise des Eaux prend la qualité de concessionnaire de l'Etat.

Le présent règlement a pour but de définir les conditions de mise en œuvre des modalités suivant lesquelles est accordé l'appui financier de la collectivité à l'association pour l'usage du service d'assemblage collectif de la Collectivité.

L'honorable député pour la circonscription de la ville de Saint-Hubert, titulaire de la convention de financement, le peut être propriétaire, locataire, occupant du terrain ou du gestionnaire de l'immeuble.

Annexe 1	Schéma du branchement [article 4]
Annexe 2	Prescriptions particulières aux eaux industrielles
Annexe 3	Convention de déversement ordinaire au réseau d'eaux usées et pluviales
Annexe 4	Modèle de convention spéciale de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement collectif

Le réseau d'assainissement collectif est d'un type séparatif (réseau eaux usées, réseau eaux pluviales) et unitaire. Il appartient à l'abonné de se renseigner auprès du service d'assainissement collectif pour obtenir les modalités et conditions selon lesquelles il pourra accéder au réseau doit être effectuée, ainsi que la nature du système desservant sa propriété.

Le service d'assainissement collectif doit para-  
tir l'incas des abîmés sus informations et  
caractéristiques des abîmés concernants et doit  
procéder à la rectification des erreurs portant  
sur les informations à caractère nominatif qui  
lui sont signalées par les abîmés.  
Tout abîmé à le droit de consulter des infor-  
mations dans les fichiers du service d'assainis-  
sement collectif. Il peut obtenir sur simple  
demande auprès du service d'assainissement  
collectif, la communication d'un exemplaire  
des documents nominatifs qui le concernent  
à un coût d'accès pas plus nécessaire à  
son report d'assainissement collectif d'après  
sur les questions des abîmés concernant le  
prix et la qualité des prestations qu'il assure

Annexe 1	Schéma du branchement [article 4]
Annexe 2	Prescriptions particulières aux eaux industrielles
Annexe 3	Convention de déversement ordinaire au réseau d'eaux usées et pluviales
Annexe 4	Modèle de convention spéciale de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement collectif







dées spéciales seront définies par la convention spéciale de débatement et elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

## CHAPITRE IV Les eaux pluviales

### ARTICLE 25 Conditions de raccordement pour le rejet des eaux pluviales

Le raccordement pour le rejet des eaux pluviales n'est pas obligatoire.  
Dans tous les cas, seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau public après avoir été traité par un dispositif approprié. Toutefois, toutes les solutions susceptibles de limiter et d'étaler les apports pluviaux.

### ARTICLE 26 Prescriptions communes eaux usées domestiques - eaux pluviales

Les articles 7 à 13 relatifs aux branchements aux eaux usées domestiques sont applicables aux branchements pluviaux.

### ARTICLE 27 Prescriptions particulières pour les eaux pluviales

#### 27-1 Demande de branchement

La demande adressée au service d'assainissement collectif doit indiquer, en sus des renseignements définis à l'article 9, le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le service d'assainissement collectif, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir et conformément au plan de zonage d'eaux pluviales.  
Il appartiendra au demandeur de se prémunir, par des dispositions qu'il jugera appropriées, contre les risques de débordement, même pluviaux, de période de retour supérieure à celle fixée par le service d'assainissement collectif (cf. l'instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations n° 77-284 du 22 juin 1977). La période de retour d'insuffisance d'un réseau correspond à la fréquence admissible de retour des événements pluviaux pour lesquels la protection contre les risques d'inondation est assurée par le réseau.

#### 27-2 Caractéristiques techniques

En plus des prescriptions de l'article 10-1, le service d'assainissement collectif peut imposer à l'abonné la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que desabailleurs ou débouilleurs à texture non lissée, des lavages, notamment, lorsqu'ils contiennent des déchets, des déchets de cuisine, des déchets de parc de stationnement ou non placés sur les canalisations intérieures, ne sont pas acceptés.  
Le service d'assainissement collectif pourra demander une vérification de la capacité des réseaux existants, la mise en place



d'ouvrages particuliers tels que bache de stockage, plan d'eau régulateur, limitant le débordement, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'abonné, sous le contrôle du service d'assainissement collectif.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses, féculles et les débouilleurs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire, avec un minimum d'une fois par an. Un justificatif de l'intervention daté et signé est transmis au service d'assainissement collectif.

## CHAPITRE V LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

### ARTICLE 28

#### Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures

Les installations sanitaires intérieures privées sont établies et entretenues en fonction de la réglementation sanitaire en vigueur, particulièrement le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement ainsi que le Règlement Sanitaire Départemental.

Les installations sanitaires sont desservies par un réseau intérieur privé d'eaux usées, indépendamment du réseau collectif des eaux pluviales. Les eaux pluviales sont évacuées au réseau public de ce fait, ne sont pas entretenues par le service d'assainissement collectif.

Ces réseaux intérieurs eaux usées et eaux pluviales sont réalisés de manière à assurer une parfaite étanchéité du système de desserte et collecte, notamment en vue de répondre aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental (Protection contre le reflux des eaux d'égout, pluviales et usées). Les immeubles collectifs ainsi que les restaurants et commerces de bouche (boucheries, boulangeries, traiteurs, etc.), sont soumis d'un bon état d'entretien, évacuant les eaux usées avant leur rejet dans le réseau public. Les dimensions de ce bacs sont fixées par le service d'assainissement collectif.

### ARTICLE 29 Raccordement entre domaine public et domaine privé

Le raccordement et ouvrages génie civil de raccordement effectués entre les canalisations posées sous le domaine public ou sous servitude et les canalisations des réseaux collectifs posées à l'intérieur des propriétés y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité tant des équipements sanitaires que des réseaux de desserte. Ainsi, les siphons disjoncteurs verticaux ou non placés sur les canalisations intérieures, ne sont pas acceptés.  
Le service d'assainissement collectif pourra demander une vérification de cette étanchéité par tout moyen approprié.

### ARTICLE 30 Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Conformément à l'article L.1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchements, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, vidangées, désinfectées et comblées par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le service d'assainissement collectif pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'abonné de la Santé Publique. Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

### ARTICLE 31

#### Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit.

Sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux pluviales pénétrer dans le réseau d'eau potable. Toute aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

### ARTICLE 32

#### Indépendance des réseaux intérieurs d'eaux usées et d'eaux pluviales

Les réseaux intérieurs privés d'eaux usées et d'eaux pluviales sont des réseaux établis de manière indépendante jusqu'au point de raccordement sur le réseau public, soit le regard de branchement, situé en limite de domaine public quel que soit le mode de desserte publique existante.

### ARTICLE 33

#### Étanchéité des Installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur évacuation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chausée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus (niveau chausée). De même, tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils rattachés à ces canalisations doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à la forte pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chausée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Au cas où les locaux situés en contrebas de la voie publique sont aménagés en pièces d'habitation ou servant pour le stockage de matières, l'évacuation des eaux devra obligatoirement se faire par l'intermédiaire d'un système de relèvement.  
Les trais d'installation, l'entretien et les réparations à l'abri de la salle de propriété.  
Les propriétés qui installent des orifices d'évacuation à un niveau inférieur à celui de la chausée, le font sous leur propre responsabilité et sans aucune possibilité de recours contre le service d'assainissement collectif ou la Collectivité.

### ARTICLE 34

#### Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Ils doivent être facilement accessibles et à l'abri du gel. Ils doivent être munis d'un dispositif de nettoyage hermétique. La garde d'eau des siphons doit être au moins :

- 6 cm pour les tuyaux d'écoulement des lavabos ;
  - 10 cm pour ceux des éviers, lavabos, toilettes, etc. ;
  - 15 cm pour les séparateurs de graisses et les puits de désabaillement.
- D'autre part, il est recommandé de prévoir, pour chaque salle de bain ou salle d'eau, l'installation d'un siphon de sol.

Tous les siphons seront conformes aux normes NFP 98-321.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

### ARTICLE 35

#### Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée, moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales. Le diamètre des colonnes de chutes des toilettes doit être, dans la mesure du possible, supérieur ou égal à 100 mm.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé à une cuvette ou à une toilette ou à la colonne de chute.

### ARTICLE 36

#### Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parois des plus hauts étages, et de la toiture, pour éviter les infiltrations d'eau et les fuites de gaz. Le diamètre d'un diamètre équivalent à la chute d'eaux usées. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations pluviales.



Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

### ARTICLE 37

#### Broyeurs d'éviers

Les broyeurs d'éviers sont interdits.  
L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

### ARTICLE 38

#### Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées. Elles ne doivent en aucun cas servir à l'évacuation des eaux pluviales.  
Avec ou sans elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment et étant munies en pied de chute d'organes de visite permettant tout contrôle et entretien. Le raccordement des descentes d'eaux pluviales des gouttières s'effectuera suivant les modalités décrites à l'article 25.

### ARTICLE 39

#### Cas particulier d'un système unitaire

Dans le cas d'un réseau public dont le système est unitaire, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en-dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard, dit « regard de l'égout », et regard de l'égout, dit « regard de l'égout », des réseaux intérieurs aux usées et eaux pluviales, ainsi que l'entretien du branchement. Son accès doit être permanent.

Dans le cas où la Collectivité modifierait la nature du réseau auquel est raccordé le branchement, le propriétaire de la parcelle devra procéder à la création de branchements séparant les eaux usées des eaux pluviales dans un délai de deux ans.

### ARTICLE 40

#### Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation des eaux usées.  
En cas de panne ou de fuite d'assainissement collectif, il serait amené à engager pour une intervention sur les installations intérieures de l'abonné avec l'accord préalable de celui-ci, seront à la charge du propriétaire.

### ARTICLE 41

#### Mise en conformité des installations intérieures

Le service d'assainissement collectif a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplies ou des biefs sont conformes. Dans le cas où des défauts sont constatés par le service d'assainissement collectif sur les installations intérieures, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

En cas d'insécurité, après mise en demeure restée sans effet et dans le délai fixé par cette dernière, le branchement par lequel s'effectuent les rejets pourra être obstrué.  
Une seconde visite après travaux de mise en conformité est alors réalisée par le service d'assainissement collectif aux frais du propriétaire. La mise en service du branchement est subordonnée à la délivrance d'un procès-verbal de conformité.

### ARTICLE 42

#### Contrôle de conformité des installations

Conformément à l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, le service d'assainissement collectif doit vérifier, avant tout raccordement, l'absence, aux installations privées, En cas de refus d'accès, le service d'assainissement collectif peut solliciter les autorités compétentes pour prendre les mesures qui s'imposent. Des enquêtes de conformité des installations intérieures et privées du branchement peuvent être demandées par les propriétaires au service d'assainissement collectif, notamment en cas de cession de l'immeuble. Dans ce cas, un certificat de conformité sera établi par le service d'assainissement collectif aux frais du demandeur, et sera annexé au contrat de concession.  
La Collectivité ou le service d'assainissement collectif peuvent en outre, à tout moment, contrôler la conformité des installations intérieures et privées du branchement à leur frais, pour les besoins de la gestion du service.  
En cas de conformité des installations, un certificat sera délivré à l'abonné par le service d'assainissement collectif. A défaut, le propriétaire pourra être mis en demeure pour réaliser les travaux nécessaires de mise en conformité des installations.

## CHAPITRE VI CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

### ARTICLE 43

#### Dispositions générales pour les réseaux privés

L'ensemble des dispositions du présent règlement s'applique aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les conventions spéciales de débatement visées à l'article 19 du présent règlement de service prévoient certaines dispositions particulières.



En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obtenu sur-le-champ et sur constat d'un agent du service d'assainissement collectif.

pendant devra alors être remise au service d'assainissement collectif.

Les éventuelles indemnités prévues par la loi au titre de ces servitudes devront être supportées par l'aménageur.

Le CD-Rom des essais d'étanchéité, ainsi que le rapport d'acceptation, doivent être remis au service d'assainissement collectif.

L'aménageur devra, avant le démarrage des travaux, régler les participations financières qui lui auront été éventuellement demandées par la Collectivité (droit de raccordement).

Dans l'hypothèse où il ne se conformerait pas à ces obligations, l'autorisation de déversement ne serait pas accordée ou serait suspendue. Le service d'assainissement collectif se réserve le droit d'obtenir le raccordement.

déshuileurs, bacs à graisses, bassins de rétention, devront aussi figurer sur le projet, ainsi que les modalités d'entretien.

Les réseaux utilisés dans les bâtiments et ceux des équipements (réseaux, eaux usées et eaux pluviales séparés).

Les travaux situés dans les voies ouvertes à la circulation publique devront être conformes aux prescriptions imposées aux entrepreneurs travaillant pour le compte de la Collectivité (notamment : Instruction Technique 77 relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations – cahier des clauses techniques générales) et au présent règlement.

Les installations sanitaires privées devront répondre aux prescriptions des Chapitres V et VI du présent règlement.

délégué de réseaux privés, le demandeur remet au service d'assainissement collectif l'inventaire des ouvrages à incorporer au domaine public et, le cas échéant, une copie de l'acte notarié relatif aux servitudes applicables au réseau.

Le raccordement de ces réseaux au réseau public est réalisé à l'aide de branchements conformes au présent règlement de service. La limite de prise en charge de l'exploitation par le service d'assainissement collectif est la limite des équipements collectifs inclus, obligatoirement implantés en limite de propriété, sous domaine public. Pour les nouveaux branchements de cette nature, ce regard est obligatoirement accessible à tout moment par le service d'assainissement collectif.

Le service d'assainissement collectif est consulté sur les projets de travaux des maîtres d'ouvrage privés (lotisseurs et constructeurs). Si un réseau de collecte interne au lotissement est destiné à être rattaché à la Collectivité, le service d'assainissement collectif doit être informé et doit donner son accord préalable à sa réalisation.

Les lotissements dont le réseau de collecte ne fait pas l'objet d'une rétrocession à la Collectivité sont observés à partir d'un regard de branchement posé par le service d'assainissement collectif. Le réseau de collecte inférieur est géré aux frais et aux soins de la copropriété du lotissement ou de son association syndicale. Ce réseau inférieur est vérifié par le service d'assainissement collectif, sous réserve d'un dérogation constatée par le service d'assainissement collectif. La copropriété ou l'association syndicale doit y remédier à ses frais.

Le présent règlement entrera en vigueur six mois après la date d'effet de la délibération du Conseil Municipal l'approuvant. Le règlement antérieur est abrogé à compter de cette date. La modification du règlement de service et les modalités de sa consultation seront portées à la connaissance des abonnés par le service d'assainissement collectif à l'occasion de la première facture suivant la date à laquelle la délibération du Conseil Municipal adoptant le présent règlement aura pris son caractère exécutoire.

Le présent règlement de service peut être modifié à l'occasion d'un vote du Conseil Municipal d'assainissement collectif de la Collectivité.

Le service d'assainissement collectif procède immédiatement à la mise en conformité du présent règlement de service et en informe les abonnés.

Le représentant de la Collectivité, les agents du service d'assainissement collectif habilités à cet effet et le Secrétaire de la Collectivité, en vertu de leurs fonctions, ont signé, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement de service.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de la Ville de Saint-Étienne dans sa séance du 4 décembre 2005.

## CHAPITRE IX

### DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 55

Date d'application

## CHAPITRE VIII

### SANCTIONS ET CONTESTATIONS

ARTICLE 52

Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du service d'assainissement collectif, soit par le représentant légal ou autorisé de la Collectivité. Elles sont punies de sanctions pécuniaires et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

## ARTICLE 53

### Voies de recours des abonnés

En cas de faute du service d'assainissement collectif, l'abonné qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les abonnés d'un service public, industriel ou commercial, en vertu de la loi n° 137 du 10 août 1933 relative au litige porté sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement collectif ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'abonné peut adresser un recours gracieux au Maire de la Collectivité. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

## ARTICLE 54

### Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le service d'assainissement collectif et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement de la station d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service d'assainissement collectif est mise à la charge du signataire de la convention de déversement.

Ces servitudes devront être établies au profit des services publics, dans les conditions déterminées par le décret n° 66-153 du 15 février 1964 pris pour application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962. Une copie de l'acte notarié con-

## ARTICLE 50

### Réalisation des ouvrages et réseaux

L'aménageur devra respecter les modifications des branchements imposées par le service d'assainissement collectif après examen du dossier joint à sa demande. Les ouvrages et réseaux seront à réaliser selon les normes en vigueur que la Collectivité tient à la disposition de l'aménageur, notamment le choix des matériaux et matériels.

En particulier :

- tous les ouvrages devront être accessibles aux camions pour leur exploitation,
- toutes les canalisations devront avoir une charge minimale de remblai de 1,00 m et être protégées par une couche de béton (au moins 10 cm) ou par le service d'assainissement collectif,
- la distance minimale horizontale entre les emprises des divers équipements à installer sous les voiles devra être de 0,40 m,
- toutes les canalisations devront être soumises aux épreuves d'étanchéité sous une pression correspondant à une hauteur d'eau supérieure à la profondeur de l'ouvrage avec un minimum fixé par la législation et la réglementation en vigueur.

## ARTICLE 51

### Tronçons d'ouvrage sous propriétés privées

Les réseaux d'assainissement susceptibles d'être judicieusement intégrés au réseau public devront être situés sous des parties communes appelées à être intégrées au domaine public. En cas d'impossibilité, si des tronçons d'ouvrages à intégrer au réseau public d'assainissement collectif sont situés sous des domaines privés, la réception de ces ouvrages ne pourra être réalisée que si l'aménageur a, au préalable, établi des servitudes de pose de canalisations publiques d'assainissement sur fond privé.

Ces servitudes devront être établies au profit des services publics, dans les conditions déterminées par le décret n° 66-153 du 15 février 1964 pris pour application de la loi n° 62-904 du 4 août 1962. Une copie de l'acte notarié con-

## ARTICLE 48

### Raccordement

La demande de raccordement sera faite par le maître d'ouvrage et sera accompagnée des plans et coupes détaillés du projet, des canalisations principales et des branchements particuliers.

Le raccordement de l'opération de construction au réseau public doit être obligatoirement réalisé par le maître d'ouvrage, conformément aux directives du service d'assainissement collectif et selon les prescriptions de l'article 8 du présent règlement.

Afin qu'il soit permis au service d'assainissement collectif de contrôler les travaux durant leur exécution et d'assister aux essais d'étanchéité, la Collectivité sera tenue d'informer celui-ci, par écrit, de la date d'ouverture du chantier, au moins quinze jours à l'avance.

La remise des ouvrages à la Collectivité sera assujétie à la conformité des travaux réalisés, à la réalisation des essais d'étanchéité, et au présent règlement, ainsi qu'à l'absence de tout défaut constaté par le service d'assainissement collectif, sous réserve d'un procès-verbal de conformité, suivant les modalités de l'article 41 du présent règlement.

## ARTICLE 49

### Obligations du maître d'ouvrage

Le réseau extérieur d'assainissement de l'opération de construction devra faire l'objet d'une réception favorable par le service d'assainissement collectif, suivant les modalités de l'article 41 du présent règlement, avant sa mise en service.

Le plan de récolement des travaux, établi à l'échelle du 1/200<sup>ème</sup>, sera fourni par le maître d'ouvrage à la Collectivité. Il précèdera notamment :

- la nature des canalisations (principales et branchements),
- les diamètres,
- les tirants longitudinaux des regards de visite,
- les cotes altimétriques des temporis et radiers rattachées à un système général de nivellement,
- l'implantation des organes de contrôle,
- la position des piquages des branchements (gouttes ou colliers de prise) par rapport aux regards de visite,
- le profondeur au radier des branchements dans le regard de contrôle,
- la pente des branchements.

Les plans papier seront fournis en 3 exemplaires et sur disque aux quinze jours avant la réception des travaux.



## ARTICLE 46

### Contrôles des réseaux privés

Le service d'assainissement collectif procédera, selon les modalités d'une convention établie entre la Collectivité et l'aménageur, le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires, au contrôle de la conformité d'exécution, des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définies dans le présent règlement.

Les services de contrôle du service d'assainissement collectif ne pourront intervenir qu'après avoir obtenu le consentement à la vérification des conformités des résultats des contrôles des collecteurs réalisés par le demandeur, privé à ses frais, au moyen d'inspections télévisées, de tests d'étanchéité, d'essais à la fumée. Les frais afférents à ces vérifications sont pris en charge par l'aménageur, le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service d'assainissement collectif, la mise en conformité sera effectuée par le maître d'ouvrage, à ses frais, ou l'assemblée des copropriétaires, à ses frais.

Néanmoins, si les travaux ne sont pas réalisés dans les délais convenus avec le maître d'ouvrage ou en cas de risque de perturbation du fonctionnement du service d'assainissement collectif, le service d'assainissement collectif se tournera vers la Collectivité pour que les mesures de police nécessaires soient prises à l'encontre des propriétaires concernés. La Collectivité pourra demander à un tribunal compétent l'autorisation d'effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité des réseaux, sous réserve d'un procès-verbal de constat de l'état de dégradation constatée et d'un accord préalable du maître d'ouvrage ou de l'assemblée des copropriétaires.

Il pourra être à nouveau installé au cas où les riverains auraient modifié la nature des rejets sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du service d'assainissement collectif.

## CHAPITRE VII

### LOTISSEMENTS ET OPÉRATIONS DIVERSES D'AMÉNAGEMENT

## ARTICLE 47

### Prescriptions générales

Tous les projets de construction situés sur le territoire de la Collectivité sont soumis au présent règlement et plus particulièrement au plan de zonage d'assainissement et aux dispositions de l'article 41 du présent règlement.

Tout projet devra être communiqué à Monsieur le Maire de la Collectivité préalablement à la délivrance de l'autorisation de construire. Le projet indiquera, pour les événements pluviaux, en plus de la période de retour retenue, l'indication des débits pris en compte pour le dimensionnement des ouvrages. Tous les ouvrages particuliers, dessableurs,

## ARTICLE 44

### Conditions de raccordement pour les réseaux privés

Le raccordement de ces réseaux au réseau public est réalisé à l'aide de branchements conformes au présent règlement de service. La limite de prise en charge de l'exploitation par le service d'assainissement collectif est la limite des équipements collectifs inclus, obligatoirement implantés en limite de propriété, sous domaine public. Pour les nouveaux branchements de cette nature, ce regard est obligatoirement accessible à tout moment par le service d'assainissement collectif.

Le service d'assainissement collectif est consulté sur les projets de travaux des maîtres d'ouvrage privés (lotisseurs et constructeurs). Si un réseau de collecte interne au lotissement est destiné à être rattaché à la Collectivité, le service d'assainissement collectif doit être informé et doit donner son accord préalable à sa réalisation.

Les lotissements dont le réseau de collecte ne fait pas l'objet d'une rétrocession à la Collectivité sont observés à partir d'un regard de branchement posé par le service d'assainissement collectif. Le réseau de collecte inférieur est géré aux frais et aux soins de la copropriété du lotissement ou de son association syndicale. Ce réseau inférieur est vérifié par le service d'assainissement collectif, sous réserve d'un dérogation constatée par le service d'assainissement collectif. La copropriété ou l'association syndicale doit y remédier à ses frais.

Le présent règlement entrera en vigueur six mois après la date d'effet de la délibération du Conseil Municipal l'approuvant. Le règlement antérieur est abrogé à compter de cette date. La modification du règlement de service et les modalités de sa consultation seront portées à la connaissance des abonnés par le service d'assainissement collectif à l'occasion de la première facture suivant la date à laquelle la délibération du Conseil Municipal adoptant le présent règlement aura pris son caractère exécutoire.

## ARTICLE 45

### Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés de conventions, le service d'assainissement collectif, sous réserve d'un accord préalable du maître d'ouvrage ou de l'association syndicale, peut exercer le droit de contrôle du service d'assainissement collectif.

• soit, les aménageurs, au moyen de conventions conclues avec la Collectivité, transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant, en temps voulu, les fonds nécessaires.

La Collectivité fixe les modalités de conception, de réalisation et de contrôle de ces installations en accord avec le service d'assainissement collectif. Ce dernier procède à la vérification des installations ou, sous réserve d'un accord préalable du maître d'ouvrage ou de l'association syndicale, à la réception des ouvrages est prononcée après inspection caméra et, si cela est technique-ment justifié, après un test de compacité ou d'étanchéité, réalisé sous le contrôle du service d'assainissement collectif et attestant de la conformité des réseaux.

Le branchement au réseau de collecte interne au lotissement sera réalisé par l'entreprise compétente librement choisie par le maître d'ouvrage ou l'association syndicale. Le service d'assainissement collectif si ce réseau est destiné à être rétrocessé à la Collectivité. Le prix de cette prestation est établi en application des prix figurant au barème de prix unitaires annexé au contrat de concession du service public d'assainissement collectif de la Collectivité.

Lors de l'intégration effective dans le domaine







## CHAPITRE I

### CONDITIONS GÉNÉRALES

### Objet du règlement de service

L'exploitant du service public d'assainissement collectif est désigné dans ce règlement par les mots « service d'assainissement collectif ».

La Ville de Saint-Étienne est désignée dans ce

ARTICLE 2

## 2-1 Obligations générales du service d'assainissement collectif

et est le point de vue qui conduit à accéder à la propriété ou lorsqu'ils pénètrent dans les conditions prévues par le présent règlement de service. La Collectivité et le service d'assainissement collectif s'engagent à utiliser les données concernant les abonnés conformément à toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives aux libertés individuelles et à la protection de la vie privée, et notamment à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

La grille d'assimilation collectif doit paraître en tête de la notice, à l'adresse de l'ensemble des abonnés aux informations à caractère nominatif les concernant et doit précéder la rectification des erreurs portant sur les informations à caractère nominatif qui leur sont signalées par les abonnés.

Tout abonné à la droite des consultations des informations dans les locaux du service d'assimilation collectif. Il peut obtenir sur simple demande, après le service d'assimilation collectif, la communication d'un exemplaire des documents nominatifs qui le concernent à un coût ne dépassant pas celui nécessaire à leur reproduction.

La grille d'assimilation collectif doit figurer en tête de la notice, à l'adresse de l'ensemble des abonnés concernant les informations à caractère nominatif, et doit précéder la rectification des erreurs portant sur les informations à caractère nominatif qui leur sont signalées par les abonnés.

ma du branchement [article 4]

<b>Chapitre I</b>	<b>Conditions générales</b>	<p>ARTICLE 33 - Entachés des installations et protection contre le reflux des eaux</p> <p>ARTICLE 34 - Joints</p> <p>ARTICLE 35 - Conduites</p> <p>ARTICLE 36 - Couverts de chûtes d'eaux usées</p> <p>ARTICLE 37 - Broyeurs de fèves</p> <p>ARTICLE 38 - Descartes des gouttières</p> <p>ARTICLE 39 - Cas particulier d'un système unitaire</p> <p>ARTICLE 40 - Réparations et renouvellement des installations</p> <p>ARTICLE 41 - Modalités générales d'établissement du branchement</p> <p>ARTICLE 42 - Déversements interdits</p>
<b>Chapitre II</b>	<b>Les eaux usées domestiques</b>	<p>ARTICLE 7 - Définition des eaux usées domestiques</p> <p>ARTICLE 8 - Obligation de raccordement</p> <p>ARTICLE 9 - Demande de branchement - Convention</p> <p>ARTICLE 10 - Modalité particulière de réalisation des branchements</p> <p>ARTICLE 11 - Paiement des frais d'établissement des branchements</p> <p>ARTICLE 12 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements situés sur le domaine public</p> <p>ARTICLE 13 - Conditions de suppression ou de modification de la partie des branchements situés sur le domaine privé des branchements</p> <p>ARTICLE 14 - Conditions de suppression ou de modification des branchements</p> <p>ARTICLE 15 - Redevance d'assainissement collectif</p> <p>ARTICLE 16 - Participation financière des propriétaires d'immuables neufs</p>
<b>Chapitre III</b>	<b>Les eaux industrielles</b>	<p>ARTICLE 17 - Définition des eaux industrielles</p> <p>ARTICLE 18 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux industrielles</p> <p>ARTICLE 19 - Demande de convention spéciale de déversement des eaux industrielles</p> <p>ARTICLE 20 - Caractéristiques techniques des branchements industriels</p> <p>ARTICLE 21 - Prérequis et contrôle des eaux industrielles</p> <p>ARTICLE 22 - Paiement des frais d'établissement des branchements</p> <p>ARTICLE 23 - Redevance d'assainissement collectif applicable aux établissements industriels</p> <p>ARTICLE 24 - Participations financières spéciales</p>
<b>Chapitre IV</b>	<b>Les eaux pluviales</b>	<p>ARTICLE 25 - Conditions de raccordement pour le rejet des eaux pluviales</p> <p>ARTICLE 26 - Prescriptions communes aux usées domestiques - eaux pluviales</p> <p>ARTICLE 27 - Prescriptions particulières pour les eaux pluviales</p>
<b>Chapitre V</b>	<b>Les installations sanitaires intérieures</b>	<p>ARTICLE 28 - Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures</p> <p>ARTICLE 29 - Suppression des anciens installations, anciens tosets,</p> <p>ARTICLE 30 - anciens cabinets d'aisance</p> <p>ARTICLE 31 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eau usées des réseaux intérieurs d'eaux usées</p> <p>ARTICLE 32 - Réseaux pluviaux</p>
<b>Chapitre VI</b>	<b>Contrôle des réseaux privés</b>	<p>ARTICLE 43 - Dispositions générales pour les réseaux privés</p> <p>ARTICLE 44 - Conditions de raccordement pour les réseaux privés</p> <p>ARTICLE 45 - Conditions d'intégration au domaine privé</p> <p>ARTICLE 46 - Contrôles des réseaux privés</p>
<b>Chapitre VII</b>	<b>Loisements et opérations diverses d'aménagement</b>	<p>ARTICLE 47 - Prescriptions générales</p> <p>ARTICLE 48 - Raccordement</p> <p>ARTICLE 49 - Obligations des maîtres d'ouvrage</p> <p>ARTICLE 50 - Réalisation des ouvrages et des réseaux</p> <p>ARTICLE 51 - Tronçons d'ouvrage sous propriétés privées</p>
<b>Chapitre VIII</b>	<b>Sanctions et contestations</b>	<p>ARTICLE 52 - Infractions et peines</p> <p>ARTICLE 53 - Voeu de recours des bornés</p> <p>ARTICLE 54 - Mesures de sauvegarde</p>
<b>Chapitre IX</b>	<b>Dispositions d'application</b>	<p>ARTICLE 55 - Date d'application</p> <p>ARTICLE 56 - Conventions en cours</p> <p>ARTICLE 57 - Modifications du règlement</p> <p>ARTICLE 58 - Clauses d'exécution</p>
		<p><b>ANNEXES</b></p> <p><b>AU REGLEMENT DE SERVICE</b></p> <p>Annexe 1 - Schéma du branchement [article 4]</p> <p>Annexe 2 - Prescriptions particulières aux eaux industrielles</p> <p>Annexe 3 - Convention de déversement ordinaire au réseau d'eaux usées et pluviales</p> <p>Annexe 4 - Modèle de convention spéciale de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement collectif</p>

## Chapitre | Conditions générales

**circum**

ARTICLE 1	-	Objet du règlement de service
ARTICLE 2	-	Obligations respectives du service d'assistance et des abonnés collectif et des abonnés
ARTICLE 3	-	Catégories d'eaux admises au déversement
ARTICLE 4	-	Définition du branchement
ARTICLE 5	-	Modalités générales d'établissement d'un branchement
ARTICLE 6	-	Déversements interdits

- ARTICLE 7 - Définition des eaux usées domestiques
- ARTICLE 8 - Obligation de raccordement
- ARTICLE 9 - Demande de branchement - Conventions

ARTICLE 14 - Conditions de suppression ou de modification des branchements

ARTICLE 15 - Redevance d'assainissement collectif

ARTICLE 16 - Participation financière des propriétaires

ARTICLE 17 - Définition des eaux industrielles  
ARTICLE 18 - Conditions de raccordement pour le des eaux industrielles

## Chapitre IV Les eaux pluviales

ARTICLE 27 - Prescriptions particulières pour les eaux pluviales

Chapitre V	LES INSTALLATIONS SANITAIRES
ARTICLE 28	Dispositions générales sur les installations intérieures
ARTICLE 29	Raccordement entre domaine public et domaine privé
ARTICLE 30	Suppression des anciennes installations
ARTICLE 31	anciens cabinets d'aisance
ARTICLE 32	Indépendance des réseaux intérieurs et d'eaux usées
ARTICLE 33	Indépendance des réseaux intérieurs et d'eaux pluviales

### 2-3 Obligations générales des abonnés

Ils acceptent de se conformer aux dispositions du présent règlement de service ; en particulier il est interdit :

- de faire obstacle à l'entretien et à la vérification de leur branchement.

Le non-respect de ces obligations par l'abonné ou par toute personne dont il est responsable l'expose à des sanctions.

### 3-7 Définition des eaux

Eaux Industrielles

## Eaux pluviales

Dans le cas contraire, elles devront subir un traitement avant rejet. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage, des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

Le réseau d'assainissement collectif est de type séparatif (réseau eaux usées, réseau eaux pluviales) et unitaire. Il appartient à l'abonné de se renseigner auprès du service d'assainissement collectif pour obtenir les modalités et conditions selon lesquelles le raccordement au réseau doit être effectué, ainsi que la nature du système desservant sa propriété.

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement collectif sur la nature du système desservant sa propriété. Certaines zones de la Collectivité sont desservies en système séparatif et d'autres en système unitaire.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

### 3-4 Secteur du réseau en système unitaire

- les eaux usées domestiques,
- les eaux industrielles, selon autorisation de la Collectivité et par les conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité, le service d'assainissement collectif et des établissements industriels dans les conditions définies au chapitre III.
- les eaux pluviales.

### Définition du branchement

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public;

UNIR SCHÉMA EN ANNEXE 1.

Le branchement ainsi constitué est dimensionné selon la nature et l'importance des eaux à recueillir et est réalisé de manière à assurer son étanchéité.



**ANNEXE 2**  
**Plan des réseaux de l'entreprise**









**ANNEXE 3**  
**Analyses réalisées en préalable à l'élaboration de cet Arrêté d'Autorisation  
de Déversement**





Synthèse des Charges

Paramètre	V24 h	pH	T°	DCO	DRO	Respect DCO / DBO	MES	NGL	Pl	Hydrocarbures Totaux	AOX	Chlore libre	Détergents anioniques	Détergents cationiques
Seuils Arrêté Rejet	m3	unité pH	°C	mg/l	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j	mg/l	mg/l	mg/l	kg/j
Bilan	54.9	5.5 < pH < 8.5	30	2000	800	3	800	150	50	10	1	1	10	3
Conformité		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Consommation mensuelle en Eau											
Date	Relevé compteur n°1		Relevé compteur n°2		Relevé compteur n°3		Relevé compteur n°4		consommation période relève en m3	consommation mensuelle estimée en m3	
	Type	AEP	Type	AEP	Type	AEP	Type	AEP			
Janvier début	JJ/MM/AAAA	75600.0		41816.0		13783.0		29618.0	1783.0	1884.6	
fin	31/12/2020	77890.0		42187.0		13795.0		29708.0			
février début	29/01/2021	77890.0		42187.0		13795.0		29708.0	1891.0	1996.2	
fin	28/02/2021	79008.0		42547.0		13796.0		30012.0			
Mars début	26/02/2021	79008.0		42547.0		13796.0		30012.0	1746.0	1639.2	
fin	31/03/2021	80138.0		43038.0		13798.0		30154.0			
Avril début	31/03/2021	80138.0		43038.0		13798.0		30154.0	581.0	705.8	
fin	30/04/2021	80363.0		43481.0		13802.0		30165.0			
Mai début	30/04/2021	80363.0		43481.0		13802.0		30165.0	571.0	710.5	
fin	25/05/2021	80591.0		43990.0		13803.0		30169.0			
Juin début	25/05/2021	80591.0		43990.0		13803.0		30169.0	675.0	804.8	
fin	20/06/2021	80661.0		44344.0		13811.0		30241.0			
juillet début	20/06/2021	80661.0		44344.0		13811.0		30241.0	746.0	797.4	
fin	19/07/2021	80875.0		44875.0		13813.0		30242.0			
Août début	19/07/2021	80875.0		44875.0		13813.0		30242.0	1055.0	961.9	
fin	22/08/2021	81298.0		45492.0		13816.0		30254.0			
Septembre début	22/08/2021	81298.0		45492.0		13816.0		30254.0	1116.0	991.1	
fin	26/09/2021	81734.0		46164.0		13825.0		30256.0			
Octobre début	26/09/2021	81734.0		46164.0		13825.0		30256.0	1495.0	1324.1	
fin	31/10/2021	82508.0		46866.0		13843.0		30297.0			
Novembre début	31/10/2021	82508.0		46866.0		13843.0		30297.0	2381.0	1427.0	
fin	30/11/2021	83402.0		47531.0		13855.0		30267.0			
Décembre début	30/11/2021	83402.0		47531.0		13855.0		30267.0	2128.0	2238.0	
fin	31/12/2021	84782.0		48168.0		13876.0		30267.0			
Total annuel en m3										15276.0	15480.8

Consommation mensuelle en Eau

